

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE CHANEGRIHA EN VISITE OFFICIELLE EN ITALIE

■ Le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a entamé hier une visite officielle en Italie, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Sur invitation de Monsieur l'Amiral Giuseppe Cavo Dragone, Chef d'Etat-major italien de la Défense, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, entame une visite officielle en Italie, à partir d'aujourd'hui 1er octobre 2024", précise la même source. Lors de cette visite, qui s'inscrit "dans le cadre du renforcement de la coopération entre l'Armée nationale populaire et les Forces armées italiennes, les deux parties examineront les questions d'intérêt commun", ajoute le communiqué.



LE MEDIATEUR MAGHREBIN

Quotidien national d'information

Mercredi 2 octobre 2024 - N°: 221 - Prix:10 DA



ATTAF ÉPINGLE L'ENTITÉ SIONISTE AUX NATIONS UNIES "IL FAUT METTRE FIN À L'ENFER SUBIT PAR LES PALESTINIEN ET LES LIBANAIS"

P.2



Lire en Pages 2

ENERGIE



LE 12E NAPEC DU 14 AU 16 OCTOBRE À ORAN

P.3

9^E ÉDITION DU PRIX LITTÉRAIRE MOHAMMED DIB



LA SHORT LISTE DES CANDIDATURES DÉVOILÉE

P.5

MOYEN-ORIENT



L'AGRESSION SIONISTE MONTE D'UN CRAN

P.9

ATTAF ÉPINGLE L'ENTITÉ SIONISTE AUX NATIONS UNIES

"Il faut mettre fin à l'enfer subit par les Palestiniens et les Libanais"

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a appelé, lundi depuis New York, la communauté internationale à mettre fin rapidement à l'enfer que fait subir l'entité sioniste aux peuples palestinien et libanais.

Dans une allocution prononcée lors du débat général de l'Assemblée générale (AG) des Nations Unies, M. Attaf a soutenu que la guerre génocidaire menée à Gaza, son extension à la Cisjordanie et au Liban et l'escalade dans toute la région "n'auraient pas été possibles si la communauté internationale avait pris alors une position ferme imposant à l'occupation israélienne les mêmes sanctions et mesures coercitives imposées à d'autres, comme le prévoit la Charte de notre organisation dans son chapitre VII". Dans ce contexte, la communauté internationale est appelée à rapidement "mettre fin à l'enfer que subissent les peuples palestinien et libanais" et à "réfréner l'occupant israélien dans sa volonté de plonger le Moyen-Orient dans une spirale de crises, de conflits et de guerres interminables", a-t-il insisté, ajoutant que la communauté internationale "doit prendre conscience qu'elle est à un moment charnière de l'histoire de la cause palestinienne". Le monde se trouve à un tournant très délicat et extrêmement dangereux, qui révèle l'impuissance du système de sécurité collective, le mépris opposé à la légalité internationale, l'exacerbation du phénomène de polarisation et l'absence du rôle du Conseil de sécurité, averti M. Attaf, soulignant que la période que traverse la cause palestinienne "ne permet aucun retour en arrière et ne tolère aucune hésitation quant au soutien à apporter au projet national palestinien, ni aucun atermoiement ou ajournement dans le soutien à l'établissement de l'Etat palestinien indépendant et souverain comme solution juste, pérenne et définitive au conflit israélo-palestinien". Et de rappeler, à cet égard, que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait appelé, depuis la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies, les organisations onusiennes à accélérer l'admission de plein droit de l'Etat



de Palestine, et ce, dans une conjoncture moins tendue et moins tragique dans les territoires palestiniens occupés et dans le voisinage palestinien. Aujourd'hui, poursuit le ministre, alors que la cause palestinienne traverse la période la plus sombre de son histoire, cette revendication "s'impose avec acuité et de toute urgence", affirmant que "l'adhésion de plein droit de l'Etat de Palestine à notre organisation reste une étape cruciale pour préserver la solution à deux Etats, contrecarrer les manœuvres de l'occupation israélienne visant à la faire capoter, mais aussi pour préserver les constantes du règlement du conflit arabo-israélien et les fondements de la sécurité et de la stabilité dans la région".

Totale solidarité de l'Algérie avec l'ensemble des Etats et peuples de la région sahélo-saharienne

S'agissant des développements de la situation dans son voisinage régional, le ministre a affirmé que

"l'Algérie demeure fermement convaincue de la nécessité d'un soutien international et d'une mobilisation mondiale face aux défis complexes auxquels sont confrontés les pays et les peuples de la région et aux enjeux qui pèsent sur l'ensemble de notre espace d'appartenance africaine". "Cela vaut pour la région sahélo-saharienne, où la situation est fragile du fait de l'exacerbation des troubles politiques, de la montée des risques terroristes, de l'explosion de la pauvreté et de l'absence de perspectives de développement durable, sans parler de l'aggravation du phénomène du changement climatique". A ce propos, M. Attaf a réaffirmé la totale solidarité de l'Algérie avec l'ensemble des Etats et peuples de la région sahélo-saharienne, ainsi que sa ferme conviction que sa sécurité, sa stabilité et sa prospérité font partie intégrante de la sécurité, de la stabilité et de la prospérité de son voisinage et de son espace d'appartenance africaine. Dans ce contexte, le ministre est revenu sur les propos proférés

par le représentant d'un Etat de cet espace, qui s'en est pris à l'Algérie "dans des termes infâmes qui ne sièent nullement à cette auguste assemblée et auxquels il ne convient pas de rétorquer par l'impulsivité langagière futile et de bas étage". "Mon pays ne répliquera qu'avec un langage courtois qui reflète sa loyauté fidèle et sincère à ses liens ancrés avec les pays et les peuples de la région, des liens qu'aucun facteur conjoncturel passager ni ceux qui l'attisent ne sauraient impacter ni ébranler", a assuré M. Attaf. "Animée d'une volonté forte, l'Algérie a toujours eu la main tendue lorsque la conjoncture a exigé de traiter avec tous nos frères, en vue de construire un édifice sahélien jouissant de la paix, de la quiétude et de la prospérité", a-t-il rappelé. Appelant de ses vœux "une décolonisation définitive, en tournant la dernière page de la colonisation au Sahara occidental", M. Attaf a réaffirmé son soutien au Secrétaire général des Nations Unies et à son Envoyé personnel pour "leurs efforts visant à permettre aux

deux parties au conflit, le Royaume du Maroc et le Front Polisario, de reprendre le processus de négociations directes en vue de parvenir à une solution pacifique qui garantisse le droit imprescriptible et inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination". L'Algérie demeure convaincue que "le phénomène de la colonisation est voué à la disparition et que les droits légaux et légitimes du peuple sahraoui seront consacrés, tôt ou tard". S'agissant de la Libye voisine, le ministre a déclaré que "l'Algérie souligne l'impérieuse nécessité de traiter rapidement la problématique des ingérences étrangères, qui consomment les capacités de ce pays frère et attisent les conflits entre ses enfants". "Les frères libyens peuvent se rassembler autour d'un terrain d'entente qui permette d'atteindre les objectifs de réconciliation nationale et de favoriser l'organisation d'élections libres, intègres et transparentes", a-t-il soutenu. Sur le plan continental, le ministre a souligné que l'Algérie poursuit ses efforts en vue d'apporter une contribution significative à l'action africaine commune, indiquant que "l'Afrique aspire à l'activation des solutions africaines pour éteindre les braises des conflits et résoudre les crises et les différends dont pâtissent les pays et les peuples du continent". "Il s'agit également pour l'Afrique de gagner le pari du développement économique, de participer aux révolutions actuelles en matière d'intelligence artificielle, de numérisation et d'énergies renouvelables (...), de promouvoir ses priorités stratégiques visant à réformer les institutions financières, monétaires et bancaires internationales pour être mieux représentée en leur sein (...) et de réparer l'injustice historique dont elle est victime au Conseil de sécurité afin de lui permettre d'occuper la place qui lui revient de droit au sein de cette instance onusienne centrale, suite à son adhésion récente en tant que membre permanent du G20", a affirmé le ministre.

Suite à sa réélection pour un second mandat Le président Tebboune félicité par le président croate



Le président de la République de Croatie, M. Zoran Milanovic, a félicité le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de sa réélection pour un second mandat, a indiqué hier un communiqué de la Présidence de la République. "Monsieur le Président, je vous adresse, au nom du peuple de la République de Croatie et en mon nom personnel, mes chaleureuses félicitations pour votre réélection en tant que président de la République algérienne, vous souhaitant plein succès dans vos nobles missions", lit-on dans le message de félicitations. "Je suis sûr que nous continuerons, à l'avenir, à renforcer et à approfondir nos relations, en général, ainsi que notre coopération dans les domaines d'intérêt commun. Veuillez agréer, Monsieur le président, l'expression de ma très haute considération", a ajouté le président de la Croatie dans son message.

HADJ 2025

Début demain des inscriptions au tirage au sort

Les inscriptions au tirage au sort pour la saison du Hadj 2025 débuteront demain et se poursuivront jusqu'au 27 octobre, a annoncé, hier, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire dans un communiqué.

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire porte à la connaissance de tous les citoyens et citoyennes désirant participer au tirage au sort en vue d'accomplir les rites du Hadj pour la saison 2025, que l'opération d'inscription débutera jeudi 03 octobre 2024 et se poursuivra jusqu'au dimanche 27 octobre 2024", précise le communiqué. "Les candidats remplissant les conditions requises sont invités à entamer la procédure d'inscription, via le site électronique du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire www.interieur.gov.dz pour les citoyennes et citoyens titulaires d'un passeport biométrique (24/24h et 7/7)", ou

"en se rendant à l'APC pour les citoyens ne disposant pas de passeport biométrique afin de renseigner le formulaire mis à leur disposition au niveau des bureaux dédiés à cet effet, pendant les jours et heures ouvrables de la semaine". A cette occasion, le ministère a appelé les candidats concernés à "veiller à fournir les informations exactes et précises avant de valider l'inscription". Selon le communiqué, les conditions requises pour l'inscription sont comme suit: "être de nationalité algérienne, avoir 19 ans révolus le jour de l'inscription et ne pas avoir effectué le pèlerinage pendant les sept dernières années, à compter de l'année 2018, excepté pour le Mahram accompagnant une femme n'ayant pas accompli le Hadj durant les sept années précédentes". Il est également obligatoire de renseigner le formulaire mis à la disposition du candidat au hadj outre l'obligation pour la femme âgée de moins de 45 ans d'être accompagnée d'un Mahram. La femme de plus de 45 ans peut s'inscrire avec son Mahram ou seule". Dans le cas où la femme souhaite s'inscrire avec son Mahram, "l'opération doit se faire pour les deux via le même moyen d'inscription, le Mahram s'inscrivant en premier en introduisant le numéro d'inscription. Une fois que ses nom et prénom apparaîtront, il devra valider les

données. Si le siège de résidence de la femme est différent de celui du Mahram, l'inscription se fera dans la commune de résidence de ce dernier". "Il est aussi possible pour plusieurs femmes de s'inscrire avec le même Mahram, chacune séparément, et dans la même commune de résidence du Mahram uniquement", indique le communiqué. De même que "les candidats ne peuvent s'inscrire dans plus d'une commune. En cas de double inscription sur le réseau interne du ministère et sur Internet, il sera procédé à l'annulation de l'inscription faite par internet et au maintien de celle faite sur le réseau interne uniquement. Les inscrits doivent mentionner le nombre d'inscriptions effectuées auparavant", indique-t-on de même source. "Les citoyennes et citoyens, ne disposant pas de passeports biométriques, et désirant s'inscrire au niveau de l'APC doivent présenter un engagement à déposer leurs dossiers pour l'obtention du passeport s'ils sont retenus au tirage au sort, et ce dans un délai ne dépassant pas trois (03) jours à compter de la date de son déroulement". "En cas de fausses déclarations, concernant notamment le nombre des précédentes participations au tirage au sort du hadj, il sera procédé à l'application des sanctions prévues dans l'article 228 du Code pénal.

GAZODUC TRANSSAHARIEN TSGP

Un projet d'envergure internationale sur la bonne voie

La tenue prochaine d'une réunion ministérielle sur le projet du Gazoduc Trans-Saharien Gas-Pipeline (TSGP), en vue de s'enquérir de son état d'avancement, atteste de l'engagement ferme des trois pays concernés (Algérie, Nigéria et Niger) de réaliser cette infrastructure africaine d'envergure internationale, devant contribuer à l'intégration régionale.

La réunion, la 4^{ème} du genre qui regroupera les ministres de l'Energie des trois pays concernés par le gazoduc, se tiendra dans "les plus brefs délais", a affirmé dimanche le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, à l'issue d'une réunion avec le ministre nigérien du Pétrole, Sahabi Oumarou, en visite de travail en Algérie. M. Arkab a assuré, à l'occasion, que l'Algérie et le Niger sont convenus d'aller de l'avant pour la réalisation de ce projet stratégique, et dont la concrétisation a déjà commencé, selon lui, par le lancement des études techniques. Les trois parties vont donc poursuivre les réunions du comité ministériel mixte et du comité technique pour s'enquérir du taux d'avancement du projet, conformément aux objectifs tracés. Une avancée qui conforte les efforts entrepris en vue de préparer le terrain au lancement des travaux de réalisation de cette infrastructure, dont il ne reste que 1.800 km sur les quelque 4.000 km prévus. Les travaux porteront sur la réalisation de pipeline de 100 km au niveau du Nigeria, 1.000 km au Niger et 700 km en Algérie (soit 1800 km au total). En août dernier, M. Arkab s'était déplacé, à la tête d'une importante délégation ministérielle et des responsables du secteur des



hydrocarbures, à Niamey au Niger, pour évoquer avec les autorités nigériennes les différents aspects de ce projet. Cette visite avait été précédée par la tenue de trois réunions ministérielles tripartites, dont la dernière en juillet 2022 à Alger, et qui avait abouti à la signature d'un mémorandum d'entente. Ce mémorandum portait sur le lancement de la construction du TSGP, un projet inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du NEPAD et qui

constitue pour l'Algérie un exemple de la volonté des trois partenaires de "mettre en place une infrastructure régionale d'envergure internationale". Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait qualifié ce

projet d'"œuvre africaine majeure" en soulignant l'aspiration de l'Algérie à approvisionner l'Afrique en électricité et à lancer des projets de voies ferrées reliant les pays africains au bassin méditerranéen. Il s'agit en fait d'un projet "viable, soutenable et rentable sur les plans économique et financier", selon le ministre des Finances, Laaziz Faïd. Ce gazoduc est "très important, c'est un investissement que nous soutenons et que l'Union Africaine soutient", avait déclaré le président de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina. Le TSGP permettra, une fois opérationnel, d'alimenter les pays du Sahel en raccordant les champs gaziers du Nigeria, à partir de Wari sur le fleuve Niger, au réseau algérien pour écouler la production gazière nigérienne, sur les marchés locaux et européens. Ce projet bénéficiera ainsi de toutes les opportunités offertes par l'Algérie en matière d'infrastructures, notamment le réseau de transport, les complexes de gaz naturel liquéfié (GNL) et les infrastructures de pétrochimie ainsi que la position géographique proche des marchés de gaz internationaux. Il s'agit, d'après de nombreux experts, d'une importante opportunité à saisir par les trois pays concernés, d'autant plus que les coûts et les délais de réalisation sont "les plus compétiti

LANCEMENT DE PROJETS ÉNERGÉTIQUES PHARES

Le Niger compte sur le soutien de l'Algérie



Le ministre nigérien du Pétrole Sahabi Oumarou a indiqué, lundi dernier, à Oran, qu'il est en visite en Algérie pour solliciter son soutien pour le lancement de "projets énergétiques phares" dans son pays. Il s'agit de la réalisation d'une raffinerie et d'un complexe pétrochimique, a-t-il indiqué dans une déclaration à la presse, en marge de sa visite à la raffinerie d'Arzew, accompagné du Secrétaire général du ministère de l'Energie, Abdelkrim Aouissi, du wali d'Oran, Saïd Sayoud, et des autorités locales. "Nous comptons sur le soutien de l'Algérie, ce pays frère, pour la concrétisation de ces deux projets, qui revêtent une grande importance pour le développement du secteur énergétique au Niger", a-t-il souligné. Le projet de la raffinerie est en cours de maturation et le Niger souhaite bénéficier de l'accompagnement de l'Algérie dans les phases de réalisation et de montage, a-t-il précisé. Qualifiant l'Algé-

rie de "fierté de l'Afrique", il a souligné qu'elle peut être une boussole en ce qui concerne la réalisation des infrastructures énergétiques dans les pays africains. Pour sa part le SG du ministère de l'Energie a affirmé que la compagnie nationale Sonatrach est prête à accompagner le Niger pour le développement de ses activités de raffinage et de pétrochimie, ajoutant qu'elle est également ouverte pour étudier toute proposition d'investissement en Afrique subsaharienne où elle est déjà présente. Le ministre du Pétrole du Niger a entamé sa visite à Oran avec une escale au siège de l'activité de liquéfaction et de séparation (LQS), où il a assisté à une présentation sur la zone industrielle d'Arzew et les différents unités relevant du groupe Sonatrach, avant de se rendre à la société Algérienne Omanaise des fertilisants (AOA) et à la raffinerie d'Arzew, situées dans la même zone industrielle, ainsi qu'à la Sonatrach Management Academy (SMA).

ENERGIE

Le 12e NAPEC du 14 au 16 octobre à Oran

Le 12^e Salon "Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition and Conference" (NAPEC 2024) se tiendra du 14 au 16 octobre au Centre des conventions d'Oran (CCO), a indiqué, hier, un communiqué des organisateurs. Placée sous le thème "Équilibrer les hydrocarbures et les énergies propres : vers un mix énergétique efficace", cette édition réunira des opérateurs du secteur pétrolier et gazier, et des fournisseurs de produits et services en relation avec les secteurs des hydrocarbures et de l'énergie des quatre coins du monde. "L'intérêt renouvelé et manifesté pour le marché algérien souligne non seulement son potentiel stratégique, mais aussi sa capacité à attirer les investissements les plus ambitieux, assurant ainsi un avenir énergétique durable et prospère", lit-on dans le communiqué. Cette année, la 12^e édition du NAPEC abordera un éventail de thématiques clés, visant à catalyser la transformation énergétique mondiale, et explore les défis et les opportunités liés à la transition énergétique (...) en mettant en lumière le rôle des énergies fossiles dans le paysage énergétique futur, selon les organisateurs. La participation renforcée du ministère de l'Energie et des Mines, du Groupe Sonatrach et de Alnaff "démontre leur soutien straté-



gique au développement et à la transformation du secteur énergétique algérien", a-t-on ajouté, relevant que leur implication active souligne l'importance qu'ils accordent à l'innovation technologique, à la transition énergétique, à la décarbonisation et au renforcement des partenariats internationaux. "positionnant ainsi l'Algérie comme un acteur majeur sur la scène mondiale de l'énergie". Plusieurs événements de grande envergure se dérouleront en parallèle au NAPEC 2024, avec des annonces de partenariats stratégiques majeurs et la conclusion d'accords de coopération d'ampleur internationale, bila-

terale et multilatérale, a-t-on noté. Le rôle croissant de l'hydrogène comme vecteur clé de la transition énergétique sera également au centre des discussions et des partenariats internationaux. "L'Algérie, grâce à ses vastes ressources naturelles et à son cadre réglementaire favorable, devient une destination stratégique pour les acteurs internationaux du secteur des hydrocarbures", indiquent les organisateurs de cette manifestation internationale, ajoutant que "l'Algérie propose un terrain unique pour l'investissement, tant dans les hydrocarbures traditionnels que dans les énergies propres".

AVEC L'ALLÈGEMENT DES PROGRAMMES SCOLAIRES

L'apprentissage à travers le jeu

La rentrée scolaire 2024/2025 marque un tournant important dans le secteur de l'Éducation nationale avec la suppression des matières d'éducation civique et scientifique pour les élèves de première et deuxième années du primaire.

Cette décision, qui s'inscrit dans le cadre d'une réforme globale de l'enseignement, vise à alléger les programmes scolaires et à réduire le poids des cartables, tout en favorisant une approche plus ludique de l'apprentissage à travers l'introduction de « jeux mathématiques ». La mesure a été saluée par les enseignants, les parents d'élèves, ainsi que les spécialistes de l'éducation, qui y voient une opportunité de créer un environnement plus favorable à l'épanouissement des jeunes enfants. Il faut souligner que pendant plusieurs années, les élèves de première et deuxième années du primaire ont dû jongler avec un programme dense incluant l'éducation civique et scientifique, deux matières jugées fondamentales mais souvent perçues comme complexes à ce stade de l'apprentissage. Désormais, le ministère de l'Éducation nationale a opté pour une approche simplifiée, en retirant ces deux matières des premières années scolaires. L'objectif est de permettre aux enfants de se concentrer sur les matières essentielles, telles que les mathématiques et la langue arabe, tout en leur offrant plus de temps pour des activités physiques, artistiques et ludiques. Les associations de parents d'élèves et les syndicats d'enseignants ont accueilli favorablement cette décision, soulignant que les élèves en bas âge éprouvent souvent des difficultés à assimiler un grand nombre de matières spécialisées. « Ce changement aidera nos enfants à mieux se concentrer et à mieux réussir », confie un parent d'élève. « Ils auront moins de matières à mémoriser, et pourront ainsi se concentrer sur les bases. »

Les jeux mathématiques : une approche innovante

Pour combler le vide laissé par la suppression de ces matières, le ministère de l'Éducation nationale a introduit les « jeux mathématiques », une méthode d'apprentissage qui repose sur le jeu et l'interaction active avec les concepts mathématiques. Les enfants seront ainsi encouragés à résoudre des problèmes mathématiques tout en jouant, développant ainsi leurs capacités de concentration, de réflexion logique et de résolution de problèmes de manière amusante. Soumia R., enseignante en primaire, explique : « Avec cette nouvelle approche, les enfants apprendront en jouant. Cela leur permettra de mieux comprendre les concepts mathématiques sans ressentir de pression. » Les jeux mathématiques s'inscrivent dans une stratégie plus large qui vise à adapter l'éducation aux besoins des enfants en bas âge. Ces derniers pourront ainsi, dès la maternelle et jusqu'à la deuxième année du primaire, bénéficier de méthodes d'apprentissage qui allient plaisir et pédagogie.

Une meilleure organisation du temps scolaire

Le programme modifié introduit également un rééquilibrage des heures d'apprentissage. Les élèves bénéficieront désormais de deux heures d'éducation physique par semaine, contre une



seule auparavant. L'éducation artistique, quant à elle, sera renforcée avec trois séances hebdomadaires. Une demi-heure supplémentaire a également été allouée aux mathématiques, sous la forme de ces fameux « jeux mathématiques » qui se dérouleront en fin de semaine. Ce nouveau calendrier vise à répondre à une double exigence : renforcer les fondamentaux scolaires tout en permettant aux élèves de se dépenser et de s'épanouir à travers des activités ludiques. « Les enfants de 6 à 8 ans ont besoin de jouer, de bouger, et cette approche leur permettra d'être plus concentrés en classe tout en aimant l'école », explique l'enseignante Houda, également très optimiste quant aux effets positifs de cette réforme. Selon Karima Saâdna, experte en pédagogie, les jeux mathématiques représentent une approche « dynamique et innovante » qui permettra de résoudre certains des problèmes auxquels les élèves sont confrontés, notamment en ce qui concerne la compréhension des concepts abstraits. « Les enfants seront plus réceptifs à l'apprentissage grâce à des méthodes basées sur l'interaction, et cela les aidera à développer des compétences essentielles tout en s'amusant », explique-t-elle.

Renforcer la mémoire et la confiance en soi

Outre le renforcement des compétences mathématiques, les jeux permettent également d'améliorer la mémoire et les capacités de raisonnement des enfants. La résolution de problèmes par étapes, l'utilisation de schémas visuels et d'énigmes font partie intégrante de cette méthode. Selon le guide pédagogique élaboré par la Direction générale de l'enseignement, ces techniques visent à accroître la confiance des enfants dans leurs capacités, tout en les aidant à surmonter les obstacles que peuvent poser certains concepts mathématiques. Karima Saâdna souligne également l'importance de ce nouveau programme pour le développement de la

confiance en soi des enfants. « Les jeux mathématiques, tout comme d'autres activités ludiques, ont un impact significatif sur l'estime de soi des enfants. Ils permettent de rendre l'apprentissage moins anxiogène, ce qui est essentiel pour leur bien-être global », ajoute-t-elle.

Vers un avenir scolaire plus équilibré

La réforme du programme scolaire des premières années du primaire en Algérie, avec l'introduction des jeux mathématiques, s'inscrit dans une démarche visant à favoriser un apprentissage plus agréable et plus effi-



cace pour les jeunes élèves. Elle témoigne de la volonté des autorités de répondre aux besoins des enfants tout en adoptant des méthodes pédagogiques modernes et adaptées à leur âge. Les premières années scolaires sont cruciales pour poser les bases de l'éducation future des enfants. En privilégiant le jeu, le mouvement et l'interaction, l'Algérie fait le pari de former des élèves mieux armés pour affronter les défis de leur parcours scolaire, tout en s'assurant qu'ils s'épanouissent dès leurs premiers pas à l'école.

L'apprentissage par le jeu est une méthode qui gagne en popularité dans le monde de l'éducation. Elle repose sur l'idée que les enfants apprennent mieux en jouant, en expérimentant et en interagissant avec leur environnement. Le modèle éducatif finlandais en est l'un des exemples les plus réussis, reconnu à l'échelle internationale pour sa capacité à combiner éducation de haute qualité et bien-être des élèves. La Finlande, régulièrement citée en exemple dans les classements mondiaux, montre comment une approche ludique et inclusive peut transformer l'éducation, en particulier dans les premières années scolaires. Le système éducatif finlandais repose sur une

L'apprentissage par le jeu, le modèle finlandais

L'apprentissage par le jeu est

une méthode qui gagne en popularité dans le monde de l'éducation. Elle repose sur l'idée que les enfants apprennent mieux en jouant, en expérimentant et en interagissant avec leur environnement. Le modèle éducatif finlandais en est l'un des exemples les plus réussis, reconnu à l'échelle internationale pour sa capacité à combiner éducation de haute qualité et bien-être des élèves. La Finlande, régulièrement citée en exemple dans les classements mondiaux, montre comment une approche ludique et inclusive peut transformer l'éducation, en particulier dans les premières années scolaires. Le système éducatif finlandais repose sur une

idée simple : l'éducation doit avant tout être centrée sur l'enfant, et l'école doit être un lieu où les élèves prennent plaisir à apprendre. Dès l'école primaire, l'accent est mis sur le développement global de l'enfant, et non sur la compétition ou la performance. Le jeu occupe une place centrale dans cette approche. L'un des aspects les plus marquants de l'éducation finlandaise est la manière dont le jeu est intégré aux activités quotidiennes des élèves. En effet, jusqu'à l'âge de 10 ans, les élèves bénéficient de pauses récréatives après chaque cours de 45 minutes. Ces pauses permettent aux enfants de se défouler, de jouer librement et de socialiser avec leurs camarades. Ce moment de détente leur permet

ensuite de revenir en classe avec plus de concentration et de motivation.

Favoriser la créativité et la coopération

L'un des piliers du modèle finlandais est l'encouragement à la créativité. Les enfants ne sont pas contraints par des programmes stricts ou des évaluations standardisées fréquentes. En lieu et place des devoirs lourds ou des examens stressants, les élèves sont invités à résoudre des problèmes réels, à explorer leur environnement et à apprendre de manière active. Les projets de groupe, souvent basés sur des jeux de rôle ou des simulations, sont un autre élément central. Ces activités ludiques favorisent la coopération et l'entraide entre les élèves, les encourageant à développer leurs compétences sociales et émotionnelles tout en apprenant des matières telles que l'histoire, les sciences ou les arts. En travaillant ensemble pour résoudre un problème ou créer un projet, les élèves apprennent à communiquer, à partager des idées et à trouver des solutions en groupe, des compétences qui seront précieuses tout au long de leur vie. Le succès de l'approche finlandaise repose sur ses résultats impressionnants. Malgré une approche pédagogique moins axée sur la performance, les élèves finlandais se classent régulièrement parmi les meilleurs dans les études internationales comme le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA). Ce modèle prouve qu'un environnement éducatif basé sur le jeu, la détente et la curiosité peut produire des résultats académiques tout aussi excellents qu'un système plus compétitif et axé sur la performance. Les enseignants finlandais sont formés à adopter une approche flexible et centrée sur l'enfant. pédagogique à part entière. Les enseignants utilisent le jeu pour introduire des concepts nouveaux, renforcer des apprentissages antérieurs ou encore développer les compétences sociales des enfants. **R.S**

FESTIVAL NATIONAL DU MONOLOGUE ET DES ARTS DU THÉÂTRE DE TINDOUF

Une ville au cœur de la culture

Le Festival national du monologue et des arts du théâtre de Tindouf du 3 au 7 novembre prochain, s'annonce comme un temps fort de la scène culturelle algérienne, où se rencontrent tradition et modernité, expression individuelle et enjeux collectifs.

Cette édition promet de réaffirmer le rôle du théâtre dans la réflexion sociale et culturelle, tout en offrant une scène de choix aux jeunes talents du pays. Pour les passionnés de théâtre comme pour les néophytes, ce rendez-vous de novembre sera à ne pas manquer. Si Tindouf est souvent associée à son histoire et à sa géographie particulière, elle devient aussi, grâce à ce festival, une place forte de la culture en Algérie. Le choix de cette ville pour accueillir un événement de cette envergure n'est pas anodin : il symbolise l'ouverture culturelle et la volonté de décentraliser les grandes manifestations artistiques du pays. Au-delà des performances, le festival se veut aussi une vitrine pour les talents locaux, renforçant ainsi l'idée que la création artistique n'a pas de frontières géographiques. Les artistes venant de tout le pays, mais aussi de l'étranger, contribueront à faire de cet événement une véritable mosaïque de cultures et d'expressions. Le Festival national du monologue et des arts du théâtre de Tindouf s'annonce comme un temps fort de la scène culturelle algérienne, où se rencontrent tradition et modernité, expression individuelle et enjeux collectifs. Cette édition promet de réaffirmer le rôle du théâtre dans la réflexion sociale et culturelle, tout en offrant une scène de choix aux jeunes talents du pays. Pour les passionnés de théâtre comme pour les néophytes, ce rendez-vous de novembre sera à ne pas manquer. Le monologue, où l'acteur se retrouve seul en scène face à son public, est une forme théâtrale exigeante. Elle demande



geste et l'émotion. Farid Bennani, comédien et metteur en scène participant au festival, souligne l'importance de cette discipline : « Le monologue est un art difficile, car il demande à l'acteur de capter l'attention du public seul. C'est une forme qui permet de traiter des sujets profonds avec une grande liberté. » Lors de cette édition, les spectateurs auront l'opportunité de découvrir des performances diversifiées, mettant en lumière des thématiques allant de la condition humaine aux enjeux sociaux actuels en Algérie. Les artistes aborderont des sujets tels que l'identité, les conflits générationnels, les défis économiques ou encore les rapports familiaux, mais toujours avec un prisme universel qui transcende les frontières culturelles. En plus des spectacles de monologues, le festival offre une plateforme pour encourager les jeunes talents à se former et à s'exprimer. En marge des représentations, des ateliers de formation en improvisation théâtrale seront proposés. Ces ateliers visent à promouvoir l'émergence de nouvelles voix sur la scène théâtrale algérienne et à offrir aux jeunes acteurs un espace d'expérimentation et d'apprentissage. Pour beaucoup de ces jeunes, ces ateliers représentent une première opportunité de se confronter à l'art du monologue, un exercice complexe qui demande une grande maîtrise de soi et de son environnement. « C'est une chance unique de développer des compétences en improvisation et en jeu d'acteur, dans un cadre professionnel et encadré par des artistes expérimentés », explique un des jeunes participants à ces ateliers.

une concentration extrême et une capacité à captiver l'auditoire sans autres artifices que la parole, le

R.C

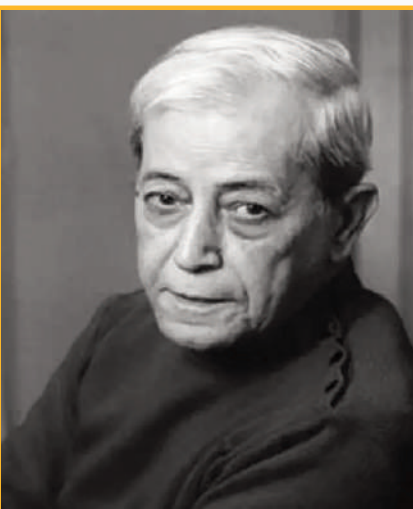
50E CÉRÉMONIE DES CÉSAR
Un prix d'honneur pour Julia Roberts

L'actrice américaine Julia Roberts se verra remettre un César d'honneur le 28 février, lors de la 50e édition des prix les plus prestigieux du cinéma français, ont annoncé les organisateurs lundi. Propulsée sur le devant de la scène dès ses 23 ans dans "Pretty Woman" avec Richard Gere (1990), Julia Roberts a marqué l'histoire de la comédie romantique ("Coup de foudre à Notting Hill") et a obtenu un Oscar pour son rôle de lanceuse d'alerte dans "Erin Brockovich" en 2001. A 56 ans, elle reste l'un des visages les plus célèbres et attachants du cinéma américain, et est également connue pour ses engagements dans l'humanitaire ou en faveur de l'environnement. Le César d'honneur, qui récompense une carrière, a été remis cette année à la réalisatrice et actrice française Agnès Jaoui et au réalisateur britannique Christopher Nolan.



9E ÉDITION DU PRIX LITTÉRAIRE MOHAMMED DIB
La short liste des candidatures dévoilée

La short liste des candidatures retenues pour participer à la 9e édition du Prix littéraire Mohammed-Dib pour le meilleur roman d'expressions, arabe, amazighe et française a été dévoilée par le Conseil de ce Prix littéraire, selon les organisateurs. Le Conseil a retenu trois œuvres en langue arabe, à savoir: "El-Yarabi'a Es-Soud" de Djilali Amrani, "Essira Eh-thanya Li Iblis" d'Ali Bekki et "Sirat Mawta Lam Yobkihom Ahad" de Abdelkader Berghout. La short liste comprend également deux romans en langue Tamazight, à savoir: "Murdus" de Ould Amar Tahar, et "Tasfitt tesssefsi tus-saft" de Serik Liza. Concernant les œuvres en langue française, le Conseil a retenu quatre titres à savoir: "Les vies (multiples) d'Adam" de Benallou Lamine, "De glace et de feu" d'El Kenz Suzanne, "Taxis" de Laihem Aïmen et "Les gens du peuplier" de Metref Arezki. Lors de la 8e édition, Amal Bouchareb avait remporté le prix du meilleur roman en langue arabe pour son œuvre "Au commencement était le verbe", tandis que "Tarqaqt" de Walid Sahli a remporté le prix dans la catégorie Tamazight. Concernant les œuvres en langue française, "La ville aux yeux d'or" de Keltoum Staali avait décroché le prix. Organisé par l'Association "La grande Maison" de Tlemcen, le Prix littéraire du nom du romancier algérien Mohamed Dib (1920-2003) vise à encourager les écrivains algériens d'expressions arabe, amazighe et française. Depuis sa création en 2001, l'association œuvre à promouvoir l'œuvre dibienne, outre l'organisation d'ateliers d'écriture, de théâtre, de cinéma et de dessin.




Box-office nord-américain
"Le robot sauvage" devance "Megalopolis" de Coppola

"Le robot sauvage", fresque de science-fiction du studio d'animation DreamWorks, est arrivé en tête du box-office nord-américain ce week-end, très loin devant "Megalopolis" de Francis Ford Coppola, selon les estimations dimanche du cabinet Exhibitor Relations. Dans ce long métrage d'animation, le robot Roz -- dont la voix anglaise est incarnée par l'actrice oscarisée Lupita Nyong'o -- se retrouve sur une île inhabitée à la suite d'un typhon. Pour survivre, elle se lie d'amitié avec les animaux de la forêt. Ce film aux paysages luxuriants, qui privilégie la musique aux dialogues, a engrangé 35 millions de dollars de recettes au Canada et aux États-Unis pour son premier week-end dans les salles obscures. "C'est une fable, c'est aussi une histoire extraordinaire, et nous avons innové visuellement car aucun film ne ressemble à ça", avait dit à l'AFP le réalisateur Chris Sanders lors du Festival international du film de Toronto début septembre. "Megalopolis", le pari fou de Francis Ford Coppola, n'arrive lui qu'en sixième position avec quatre millions de dollars de recettes, sur un budget de 120 millions. L'auteur de la trilogie "Le Parrain" et d'"Apocalypse Now" y a investi une partie de sa fortune et le voit comme son ultime chef-d'œuvre, mais la critique l'avait déjà très fraîchement accueilli à Cannes. Sur le podium en seconde place, "Beetlejuice Beetlejuice" de Tim Burton et son royaume des morts continue d'envoûter le public après un début en salles exceptionnel, engrangeant ce week-end 16 millions de dollars de recettes, pour un total de 250 millions de dollars depuis sa sortie.

LES BRICS+

«Un groupe attractif, mais pas essentiel»

Alors que les discussions autour de l'expansion des BRICS+ (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) se multiplient, certains observateurs suggèrent que l'Algérie pourrait chercher à rejoindre ce groupe influent. Toutefois, Abdelmalek Serai, expert international en économie et développement, propose une analyse qui diffère de cette hypothèse. Selon lui, l'Algérie n'a pas nécessairement un besoin urgent ou stratégique d'adhérer aux BRICS+, surtout au regard de l'évolution positive de son économie.

Pour Abdelmalek Serai, les performances économiques actuelles de l'Algérie rendent l'adhésion aux BRICS+ moins cruciale qu'on pourrait le penser. Il rappelle que les institutions financières internationales, souvent critiques à l'égard des pays en développement, ont récemment émis des évaluations positives sur l'économie algérienne. Des réformes économiques internes, une meilleure gestion des finances publiques, et une diversification progressive de l'économie ont permis à l'Algérie de surmonter plusieurs défis économiques, notamment ceux liés aux fluctuations des prix du pétrole. Cette amélioration de la situation économique, combinée à des perspectives de croissance solides, positionne l'Algérie comme un acteur économique indépendant et résilient. Selon Serai, cette progression réduit la nécessité pour le pays de s'engager dans une adhésion hâtive aux BRICS+, surtout si cela ne correspond pas pleinement à ses objectifs stratégiques à long terme. Les BRICS+ sont souvent perçus comme une alliance stratégique capable de contrebalancer l'influence des puissances occidentales sur la scène internationale. Cependant, pour Serai, l'intérêt de l'Algérie pour ce groupe ne réside pas dans une quête d'adhésion immédiate. Il estime que certains acteurs externes pourraient être à l'origine des débats actuels sur la relation entre l'Algérie et les BRICS+, sans que cela reflète nécessairement une volonté politique ou économique d'Alger de rejoindre le groupe. L'expert met en lumière le fait que l'Algérie dispose d'autres leviers stratégiques



pour renforcer sa position internationale, notamment à travers ses relations bilatérales et régionales. Par exemple, les liens économiques de plus en plus forts entre l'Algérie et les pays arabes, asiatiques, ainsi que le continent africain, témoignent d'une diplomatie économique active, qui ne dépend pas uniquement des BRICS+.

La diplomatie économique algérienne, priorité à l'Afrique et à l'Asie

L'Algérie a récemment intensifié ses efforts pour élargir son influence économique en Afrique, une région qui présente un fort potentiel de croissance et de développement. Abdelmalek Serai souligne que l'intégration africaine est une priorité stratégique pour Alger, qui considère le continent comme un partenaire naturel, tant sur le plan historique qu'économique. Cette orientation est illustrée par les projets de

coopération régionale, notamment dans les secteurs des infrastructures, de l'énergie, et des télécommunications. De même, l'Algérie continue de renforcer ses liens avec les pays asiatiques, en particulier la Chine et l'Inde, qui sont des membres influents des BRICS+. Les relations sino-algériennes, basées sur des accords de coopération économique et technique, se sont considérablement renforcées ces dernières années. Ces partenariats bilatéraux permettent à l'Algérie de bénéficier de transferts de technologies, d'investissements et d'une collaboration accrue dans des secteurs clés comme l'industrie et l'agriculture. Pour Serai, il est indéniable que maintenir des contacts étroits avec les membres des BRICS+ présente des avantages pour l'Algérie. Cela peut renforcer sa diplomatie économique tout en lui offrant des opportunités d'échanges commerciaux et d'investissements émergents. Toutefois, il estime que cela ne doit pas être

interprété comme une volonté claire d'adhésion à court terme. L'expert met en avant la capacité de l'Algérie à s'appuyer sur ses propres atouts : sa position géographique stratégique, ses ressources naturelles considérables, et son histoire en tant que leader du mouvement des non-alignés. Ces facteurs, selon Serai, sont des leviers bien plus durables que les influences financières ponctuelles de certains pays membres des BRICS+.

L'influence des pays du Golfe, une influence limitée sur les BRICS+

Serai évoque également l'influence potentielle des pays riches du Golfe sur les dynamiques internes des BRICS+. Il reconnaît que ces États, par leur puissance financière, ont la capacité de peser sur certaines décisions économiques ou politiques. Cependant, il minimise l'impact à

long terme de ces interventions sur les orientations stratégiques des BRICS+. L'Algérie, selon lui, reste un pays aux dimensions et aux ressources suffisantes pour ne pas se laisser influencer par de telles manœuvres, d'autant plus qu'elle a su, historiquement, conserver une certaine autonomie dans ses décisions économiques et diplomatiques. La position de l'Algérie vis-à-vis des BRICS+ semble donc plus nuancée qu'une simple question d'adhésion. Abdelmalek Serai rappelle que le pays privilégie une diplomatie économique diversifiée, tournée vers l'Afrique et l'Asie, sans ignorer les opportunités que les BRICS+ pourraient offrir. Toutefois, l'Algérie semble s'appuyer d'abord sur ses propres atouts pour consolider sa position internationale. Avec une économie en amélioration et des perspectives de croissance prometteuses, le pays pourrait choisir de renforcer ses partenariats sans forcément rejoindre officiellement ce groupe émergent. **R.E**

POUR SA DEMANDE HIVERNALE

L'Egypte achète 20 cargaisons de gaz naturel liquéfié

L'Egypte a acheté 20 cargaisons de gaz naturel liquéfié (GNL) suite au premier appel d'offres lancé pour couvrir sa demande hivernale depuis 2018, obtenant l'intégralité des quantités qu'elle recherchait à des prix inférieurs aux attentes, ont déclaré vendredi à Reuters des sources commerciales. L'Egypte est redevenu importateur net de gaz naturel cette année, achetant plus de 50 cargaisons depuis début 2024. L'Egyptian General Petroleum Corporation (EGPC) a clôturé l'appel d'offres le 12 septembre. Les achats visent à couvrir la demande pour le quatrième trimestre 2024. Les accords portent sur 17 cargaisons à livrer entre le 4 octobre et le 29 novembre au terminal flottant égyptien du port d'Ain Sukhna sur la mer Rouge et trois cargaisons au port d'Aqaba en Jordanie. TotalEnergies, Shell, BP et les négociants en matières premières Glencore et Gunvor ont remporté la plupart des cargaisons. Saudi Aramco a remporté quelques cargaisons, tout comme le négociant en matières premières plus



petit Hartree, toujours selon Reuters. La production nationale de gaz de l'Égypte est tombée en mai à son plus bas niveau depuis six ans et devrait encore baisser de 22,5 % d'ici

la fin de 2028, selon le cabinet de conseil Energy Aspects, la consommation d'électricité devant augmenter de 39 % au cours de la prochaine décennie.

UNION EUROPEENNE

Lagarde encourage les fusions bancaires transfrontalières

La présidente de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde, a jugé lundi que les fusions transfrontalières entre banques de l'UE étaient «souhaitables» pour renforcer leur compétitivité, alors que l'italienne UniCredit pourrait racheter l'allemande Commerzbank. «Des fusions transfrontalières de banques capables de rivaliser en termes de taille, de profondeur et de gamme avec d'autres institutions dans le monde, y compris les banques américaines et chinoises, sont, selon moi, souhaitables», a déclaré Mme Lagarde lors d'une audition au Parlement européen. La banquière centrale répondait à une question sur le rôle de la BCE dans la facilitation des fusions transfrontalières dans l'UE et les éventuelles interférences des autorités nationales dans de telles opérations. Mme Lagarde n'a pas pris position sur le cas particulier qui agite la sphère bancaire: la montée d'UniCredit depuis la mi-septembre au capital de Commerzbank, bientôt à 21%, alors que le groupe italien ne cache pas son intention d'aller vers une offre de rachat. «Il faut garder à l'esprit que toutes les fusions ne sont pas positives et qu'il y a des responsabilités et des risques à considérer dans ce processus, ce qui incombe aux parties prenantes», a ajouté Mme Lagarde. Dans la zone euro, le mécanisme de surveillance unique (MSU) de la BCE devra vérifier si UniCredit a respecté les règles en prenant rapidement une participation importante dans Commerzbank. L'italienne a formellement demandé à la BCE d'approuver une possible montée à 29,99% du capital, juste en dessous du seuil de déclenchement d'une offre d'achat en Allemagne. L'Etat allemand, hostile depuis le début à ce possible passage de Commerzbank sous pavillon italien, n'a cependant pas les moyens directs de bloquer les ambitions d'Unicredit.



BOUMMERDÈS

Plus de 12 millions d'estivants en 3 mois

La wilaya de Boumerdès a accueilli, durant la saison estivale, plus de 12 millions de vacanciers selon les autorités locales. «Ce chiffre n'est pas définitif. Il sera affiné dans les prochains jours.



La saison est réussie et l'offre touristique a été diversifiée grâce aux aménagements effectués dans plusieurs communes, notamment celles côtières. Des enveloppes financières importantes ont été consacrées pour des opérations d'embellissement, d'ouverture de passages vers les plages et de réhabilitation de sites touristiques», affirme la directrice du Tourisme et de l'Artisanat, Mme Nadjet Khalouf.

En plus des plages, les visiteurs de la wilaya de Boumerdès ont eu le choix de se rendre dans d'autres sites comme les forêts, les espaces verts, les parcs de loisirs. «Les estivants ont eu la chance de découvrir des lieux féeriques. Les forêts de Corso, de Zemmouri, celle de Boukardane, La Casbah de Dellys, les gorges d'Amel... Autant de sites féeriques fortement fréquentés par les vacanciers pour se détendre et prendre un grand bol d'air dans un environnement sain. Pour les enfants, l'installation de parc de jeux aquatiques à proximité des plages est également appréciée, en particulier pendant les longues soirées estivales», ajoute-t-elle encore. Il faut dire que la ville de Boumerdès est en phase

de devenir un pôle touristique par excellence. Chaque été, des visiteurs issus des wilayas de l'intérieur, du Grand Sud, mais aussi ceux de notre communauté établie à l'étranger qui préfèrent se rendre dans cette région du littoral grâce à sa proximité de la capitale et son accessibilité due aux différents modes de transport, entre autres les trains.

Seulement 30% des superficies des plages autorisées à la concession

«La saison estivale insufflé une dynamique économique dans la région. Les commerçants profitent de la venue du grand nombre de visiteurs pour réaliser des bénéfices et multiplier leur chiffre d'affaires. Les activités touristiques connaissent aussi une relance notamment l'hébergement, la restauration, les loisirs. Une valeur ajoutée à l'économie locale non négligeable», soutient Mme Khalouf.

Revenant sur la gratuité des plages, la même responsable fait savoir que seulement 30% des superficies des plages autorisées ont été cédées en concession. «Les exploitants des plages ne peuvent prendre que l'espace qui leur est octroyé. Parmi eux, il y a des jeunes et des

hôtels qui, souvent, fixent les limites la partie cédée par des balises. Par conséquent, ils ne peuvent interdire l'accès à la plage pour les autres estivants», explique-t-elle.

S'agissant de la capacité d'accueil de la wilaya, Mme Khalouf indique que c'est insuffisant au vu du nombre croissant des visiteurs et estivants d'une année à l'autre. «Actuellement, nous comptons 3.463 lits répartis sur 22 établissements hôteliers. Le manque de structures d'accueil est réel, mais 5 projets de structures hébergement sont en cours de réalisation. Une fois achevées, la capacité d'accueil de la wilaya sera revue à la hausse et la qualité des prestations sera améliorée», relève-t-elle.

Par ailleurs, Mme Khalouf met en exergue la nécessité d'investir dans le secteur du tourisme. «Le tourisme constitue une opportunité pour la wilaya en matière de création d'emploi au profit des jeunes, faire augmenter la consommation locale en multipliant l'ouverture de commerce, encourager la production agricole, celle de la pêche et de l'aquaculture, les plaisirs de la mer, en un mot booster l'économie locale notamment en contribuant à la fiscalité des communes de la région», conclut-elle.

ENTRE ADRAR ET IN-SALAH

Lancement du projet de modernisation de la RN-52

Les travaux de modernisation de la RN-52, sur une longueur de plus de 80 km dont 60 km sur le territoire de la wilaya d'Adrar, ont été lancés conjointement par les autorités des wilayas d'Adrar et d'In-Salah.

Ce projet s'est vu accorder une enveloppe de plus de 5,2 milliards DA pour la réalisation de cette route reliant les wilayas d'Adrar et In-Salah, depuis les limites territoriales de la commune de Tit, extrême Est de la wilaya d'Adrar à celles de la daïra d'In-Ghar (wilaya d'In-Salah) pour atteindre également la daïra d'Aoulef (Adrar), a expliqué le wali d'Adrar, Larbi Bahloul, qui a donné, conjointement avec le wali d'In-Salah, Abdelkader Bendjima, le coup d'envoi des travaux de ce projet.

Le wali d'Adrar a appelé à la coordination en matière d'exploitation des moyens disponibles entre les deux wilayas pour livrer le projet dans les délais impartis et permettre d'atteindre le développement escompté pour les wilayas d'Adrar et In-Salah. Pour sa part, le wali d'In-Salah, Abdelkader Bendjima, a mis en avant



l'importance du projet intervenant en application des directives du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant développement des infrastructures de base dans les wilayas du Sud et la prise en charge des préoccupations des populations locales liées à la sécurisation du trafic routier via cet axe stratégique.

Par souci d'accélérer les travaux, le projet a été scindé en cinq lots confiés à des entreprises de réalisation spécialisées, en plus de l'approvisionnement, comme

convenu entre les responsables des deux wilayas, du projet en agrégats à partir des carrières existantes dans la wilaya d'In-Salah. Ce projet revêt une grande importance socioéconomique, eu égard à son impact sur le développement du pôle agricole prometteur dans la wilaya d'Adrar, avec le mégaprojet algéro-qatari « Baladna » pour la production de lait en poudre, le projet agricole algéro-turc, celui du groupe Agrodiv et d'autres projets agricoles relevant des entreprises nationales Sonatrach et Cosider, a-t-on

Constantine

L'université Frères Mentouri signe un partenariat avec l'agence NESDA



Une convention de partenariat a été signée entre l'Université Frères Mentouri (Constantine1) et l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), a annoncé mardi le recteur de l'établissement d'enseignement supérieur, Ahmed Bouras.

La convention, signée à l'occasion de la rentrée universitaire 2024-2025, s'inscrit dans le cadre de la stratégie d'ouverture de l'université sur son environnement en vue de rentabiliser davantage le cursus pédagogique des étudiants, par notamment le développement et la promotion de l'esprit entrepreneurial parmi les étudiants, a indiqué à l'APS le responsable.

Elle devra déterminer les modalités d'organisation, d'orientation et d'exploitation des énergies estudiantines et des capacités des diplômés universitaires en vue de leur faciliter l'accès au monde de l'entrepreneuriat, a précisé Bouras, qui a mis l'accent sur l'importance de ce genre de coopération dans la réussite du programme national de développement. Selon le responsable, la convention de partenariat constitue une « motivation » pour développer les idées innovantes et encourager le sens de l'entrepreneuriat parmi les étudiants appelés à adhérer et à contribuer aux efforts de développement national. La convention de partenariat devra permettre le soutien et l'accompagnement de l'innovation et de l'entrepreneuriat au sein de l'université via le centre de développement de l'entrepreneuriat, a-t-il expliqué.

Production de la Pomme de terre à El-Bayadh

260 000 quintaux attendus



La wilaya d'El Bayadh prévoit une production de plus de 260 000 quintaux de pommes de terre de saison à l'issue de la campagne de récolte récemment lancée, selon des sources de la direction locale des Services agricoles (DSA).

Cette récolte concerne une superficie de plus de 900 hectares répartis sur plusieurs communes. L'année dernière, la production de ce tubercule, très prisé, avait atteint plus de 300 000 quintaux sur environ 920 hectares.

La filière de la pomme de terre dans cette région des Hauts-plateaux affiche des résultats encourageants, attirant de plus en plus de professionnels du secteur grâce à un climat propice, favorisant des rendements élevés et des produits de qualité.

De plus, les mesures incitatives mises en place par l'État pour soutenir les agriculteurs, notamment en matière d'irrigation et d'extension des superficies cultivées, ainsi que plusieurs projets de développement dans le secteur agricole, tels que la connexion des exploitations au réseau électrique et l'ouverture de nouvelles pistes, contribuent à la dynamique de cette filière.

La direction des Services agricoles s'engage également à accompagner les professionnels du secteur, en leur offrant des conseils agricoles et en mettant en œuvre diverses mesures d'aide au développement de cette activité.

TUNISIE

La LF 2025 doit réaliser les équilibres financiers et la justice sociale

Le président tunisien Kaïs Saïed a recommandé, lors de sa rencontre tenue lundi dernier au Palais de Carthage avec le Chef du gouvernement Kamel Maddouri, l'importance à ce que le projet de loi de finances au titre de l'année 2025, soit basé, non seulement, sur la réalisation des équilibres financiers fondés sur les choix nationaux du pays, mais également sur la réalisation de la justice sociale.

Selon un communiqué publié par la Présidence de la République, le Chef de l'Etat a souligné, notamment la nécessité de revoir un certain nombre de droits de douane et de créer un fonds spécial d'assurance pour la perte d'emploi et un fonds pour la protection sociale des ouvrières dans le secteur agricole. La rencontre a également permis d'évoquer un projet de création des lignes de financement des personnes ayant des besoins spécifiques pour lancer des projets qui leur garantissent une intégration totale dans la société, selon les dispositions de l'article 54 de la constitution, étant donné que l'Etat est tenu de protéger les personnes handicapées contre toute discrimination. Le Président de la République a indiqué que la justice et l'équité exigent que chacun contribue, sous un régime fiscal transparent et équitable basé sur une fiscalité progressive, dont l'efficacité a été prouvée à travers de nombreuses expériences comparatives. Le Chef de l'Etat a également souligné qu'une nouvelle relation entre le citoyen et l'administration basée sur la confiance est le premier prélude dans le domaine fiscal et dans tous les autres domaines.

Appel à lutter contre les crimes et garantir la sécurité des citoyens

Par ailleurs, la situation sécuritaire générale du pays a été au centre d'une réunion tenue lundi au palais de Carthage entre le président, Kais Saïed, le ministre de l'Intérieur Khaled Nouri et le secrétaire d'Etat



auprès du ministre de l'Intérieur chargé de la sûreté nationale, Sofien Bessadok. Selon un communiqué publié par la présidence de la République, le chef de l'Etat a insisté sur la nécessité de redoubler d'efforts pour lutter contre toutes sortes de crimes et garantir la sécurité des citoyens où qu'ils soient et à tout moment. Dans ce contexte, Saïed a évoqué le naufrage sur-

venu ce matin à environ 500 mètres des côtes de l'île de Djerba et a donné ses instructions pour que les opérations de recherche et de sauvetage se poursuivent, et pour que les circonstances de cet incident "tragique et inhabituel" soient élucidées. Le chef de l'Etat a souligné que l'île de Djerba n'était pas un point de départ pour les tentatives de migration irrégulière, ajoutant

que certains survivants ont indiqué qu'ils séjournèrent dans des appartements meublés loués à 1 200 dinars la semaine. A rappeler qu'une embarcation transportant entre 57 et 60 migrants irréguliers, parmi lesquels des enfants et des femmes, a fait naufrage ce lundi à l'aube aujourd'hui à au large de l'île de Djerba. Selon le dernier bilan, 15 corps ont été repêchés.

MAURITANIE

Présentation de la stratégie d'intégration de l'approche genre

Le ministère mauritanien de l'Économie et des Finances en partenariat avec l'assistance technique EDIFIS, mise en œuvre par Expertise France et financée par l'Agence française de développement (AFD) dans le cadre du Partenariat EDIFIS, organise les 1 et 2 octobre 2024, un atelier de restitution de la stratégie pour la prise en compte de l'approche genre au sein du département. Le conseiller du ministre, M. Moustapha Sidi Mohamed, en prononçant l'allocution d'ouverture au nom du ministre de l'Économie et des Finances, a souligné que la Mauritanie a fait des efforts considérables pour l'atteinte de l'ODD5 à travers la mise en place d'un cadre institutionnel solide et la présence d'une volonté politique forte de faire progresser l'égalité des genres. Ces politiques ont abouti à relever le niveau de la représentation des femmes dans les postes de direction et à accroître leur participation à la vie politique, au parlement et dans les conseils municipaux. C'est dans cette optique que le ministère grâce à ce partenariat a élaboré une feuille de route qui va permettre d'illustrer ses objectifs à court et à moyen terme pour l'intégration de l'approche Genre. Il a tenu à remercier l'Agence française de développement pour son soutien à notre pays, et a particulièrement remercié le projet EDIFIS et Expertise France pour leur appui à la Cellule Sectorielle Genre du ministère. Lors de son allocution, Mme. Chantal Ndami, experte appui aux politiques publiques de l'assistance technique EDIFIS, a souligné que l'élaboration d'une stratégie genre pour un ministère est un exercice important. Elle a salué l'engagement du ministère de l'Économie et des Finances à promouvoir un dé-

veloppement économique inclusif et égalitaire, rappelant que le projet EDIFIS a pour vocation d'accompagner les acteurs publics pour l'intégration de l'égalité femmes-hommes dans leurs politiques publiques. Elle a également exprimé sa fierté d'avoir contribué à la conception d'un document structurant, fruit de longs mois de travail en partenariat avec la Cellule Genre du ministère. L'assistance technique EDIFIS qui intervient dans plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest, a pour vocation d'accompagner les acteurs publics à intégrer les questions d'égalité femmes-hommes dans l'instruction, la mise en œuvre et l'évaluation de leurs politiques publiques. C'est dans ce cadre, que le ministère de l'Économie et des Finances en Mauritanie a sollicité son appui afin d'élaborer une stratégie qui veillera à assurer l'intégration de la dimension genre dans ses stratégies, politiques et projets dans le but de promouvoir un développement économique et social durable, plus inclusif et porteur de



justice sociale et d'égalité. Cet atelier de deux jours permettra de présenter et de discuter ladite stratégie avec les différents acteurs en passant en revue les principaux axes stratégiques et les outils de sa

mise en œuvre et de son évaluation pour parvenir à une intégration efficace de l'approche genre au sein du ministère et de ses structures. La Cérémonie d'ouverture de l'Atelier a eu lieu en présence de la

conseillère de la ministre de l'Action Sociale, de la Famille et de l'Enfance, des représentants des différentes cellules sectorielles Genre et des points focaux Genre des partenaires techniques et financiers.



LIBYE

La Banque centrale a un nouveau gouverneur

Naji Mohamed Issa Belqasem est le nouveau gouverneur de la Banque centrale de Libye (BCL). Après des mois de crise, la Chambre des représentants de Benghazi et le Haut Conseil d'Etat de Tripoli ont signé un accord, sous l'égide de l'ONU, le jeudi 26 septembre, pour désigner cet ancien directeur du département de contrôle monétaire de la BCL. Il sera secondé par Morai Moftah Rahel al-Borossi, qui occupe le poste de gouverneur adjoint depuis 2023. Cet accord pourrait aider à résoudre la crise liée à la gestion des revenus pétroliers, qui a provoqué une importante chute de la production et des exportations de pétrole brut en Libye. En septembre, le pays n'a exporté que 400 000 barils par jour, bien en deçà de sa production habituelle d'environ 1 000 000 de barils par jour. Le gouvernement de Benghazi avait stoppé la production et les exportations pétrolières le 26 août sur l'éviction du gouverneur Seddik el-Kebir, par l'exécutif rival. Le Parlement doit valider la nomination du gouverneur, Naji Mohamed Issa Belqasem, et de son adjoint, Marii al-Baraassi, dans un délai d'une semaine

D'UNE GUERRE À L'AUTRE AU MOYEN ORIENT

L'agression sioniste contre les pays de la région monte d'un cran

L'armée sioniste a entamé dans la nuit de lundi à mardi des raids terrestres au Liban, rapportent des agences de presse qui indiquent que l'entité sioniste a également bombardé la capitale syrienne Damas et treize Palestiniens sont tombés en martyrs à la suite d'un raid de l'aviation sioniste qui a ciblé des maisons du camp de réfugiés de Nouseirat, rapporte l'agence Wafa.



Après des raids intenses et meurtriers qui ont fait des centaines de martyrs et de blessés et des milliers de réfugiés au Liban, l'armée sioniste a entamé dans la nuit de lundi à mardi des incursions terrestres soutenue par des attaques aériennes ciblant des villages du sud du pays rapportent des agences de presse. Cette agression était prévisible. Lundi en fin de journée, les États Unis avaient indiqué que l'entité sioniste se préparait à entrer au Liban pour des «opérations terrestres limitées».

Mikati exhorte l'ONU à fournir une aide au Liban

Premier ministre libanais par intérim, Najib Mikati, affirme que «le Liban fait face à l'une des phases les plus dangereuses de son histoire», rapporte l'agence de presse ANI. Lors d'une réunion tenue, hier, avec des représentants de l'ONU, soit le coordonnateur résident et coordonnateur humanitaire des Nations Unies au Liban, Imran Riza, et le bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, Mikati a exhorté les Nations Unies à fournir une aide à un million de personnes déplacées par les frappes aériennes sionistes, poursuit ANI.

Réunion axée sur la crise des déplacés

«Environ un million de nos concitoyens ont été déplacés à cause de la guerre dévastatrice qu'Israël mène contre le Liban», a dit le Premier ministre libanais. «Nous demandons de toute urgence davantage d'aide pour renforcer nos efforts en cours pour fournir un soutien de base aux civils déplacés», a-t-il poursuivi, selon la même source. Mikati a, par ailleurs, présidé, mardi, une réunion ministérielle et administrative axée sur la crise des déplacés libanais des zones exposées à l'agression sioniste, d'après l'ANI.

Raids meurtriers contre Damas

L'entité sioniste a également mené, au début des attaques terrestres contre le Liban, des raids aériens contre la capitale syrienne Damas, selon l'agence de presse Sana. L'agression a entraîné la mort de trois civils, neuf autres blessés et des dommages importants aux propriétés privées. Citant des sources sécuritaires, Sana note que la défense aérienne syrienne a répondu aux missiles et aux drones et abattu la plupart d'entre eux. Selon la télévision syrienne, une journaliste est morte en martyre

lors de des attaques sionistes contre Damas.

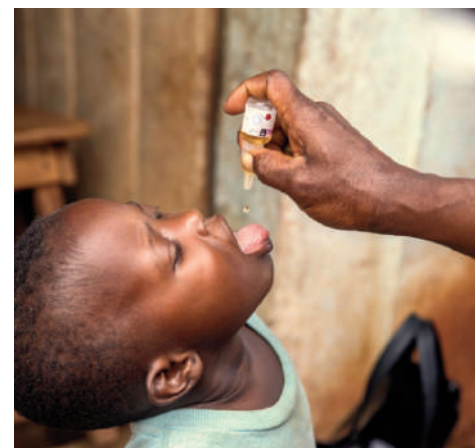
13 Palestiniens tombent en martyrs à Nouseirat

Treize Palestiniens sont tombés en martyrs et des dizaines d'autres ont été blessés, dans la nuit de lundi à mardi à la suite d'un raid de l'aviation sioniste qui a ciblé des maisons du camp de réfugiés de Nouseirat, dans le centre de la bande de Ghaza, rapporte l'agence Wafa. Au moins 13 Palestiniens, dont des enfants, sont tombés en martyrs et des dizaines d'autres ont été blessés, outre un nombre indéterminé de disparus après que des avions de combat de l'occupant sioniste ont ciblé deux maisons dans le camp de Nouseirat, précise Wafa. Depuis le 7 octobre 2023, l'armée sioniste mène une agression sauvage contre l'enclave palestinienne, entraînant des destructions massives d'infrastructures, en plus d'une catastrophe humanitaire sans précédent. Le bilan de l'agression sioniste qui se poursuit depuis le 7 octobre dernier contre la bande de Ghaza s'est élevé lundi à 41 615 martyrs, dont une majorité d'enfants et de femmes, et à 96 359 blessés, alors que des milliers de disparus sont à déplorer.

Haïti La mission multinationale de soutien à la police prolongée d'un an

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté lundi dernier une résolution pour prolonger d'un an le mandat de la force multinationale en Haïti pour aider ce pays à rétablir la sécurité et à créer des conditions propices à la tenue d'élections libres et équitables. En adoptant à l'unanimité la résolution 2751 (2024), le Conseil de sécurité a prorogé l'autorisation accordée à cette mission dirigée par le Kenya en Haïti, a exhorté la mission à accélérer son déploiement et a demandé à toutes les nations de fournir des contributions volontaires et un soutien supplémentaire. La mission, qui compte actuellement environ 410 policiers sur le terrain, a été autorisée en octobre dernier pour aider les forces de police haïtiennes en grande difficulté. Ses effectifs devraient passer à environ 2.500. La nouvelle prolongation intervient alors que la mission tente de freiner la violence endémique causée par les gangs, d'assurer un environnement propice à l'acheminement de l'aide et de créer les conditions d'élections libres et équitables.

Le Kenya 3,84 millions d'enfants vaccinés contre la polio



Le ministère kényan de la Santé a annoncé le lancement d'une campagne de vaccination de cinq jours à destination de 3,84 millions d'enfants âgés de moins de dix ans afin de les protéger contre la poliomyélite. En vue d'empêcher la propagation du poliovirus mutant de type 2, pas moins de 2,02 millions d'enfants âgés de moins de dix ans et 1,82 million d'enfants âgés de moins de cinq ans seront vaccinés contre la polio à partir d'aujourd'hui. Mary Muriuki, secrétaire principale au ministère de la Santé, a déclaré que cette campagne serait menée dans les régions à haut risque à travers tout le Kenya. Selon elle, le Kenya répond à une épidémie de poliovirus circulant dériver d'une souche vaccinale de type 2, qui a été détecté chez quatre enfants vivant dans le camp de réfugiés de Kakuma (nord-ouest) ainsi que dans la population hôte voisine. D'après la responsable, un échantillon positif de poliovirus de type 2 a été découvert dans les égouts du comté de la capitale Nairobi au cours d'une surveillance environnementale, ce qui indique que le virus s'est propagé au-delà de ses zones d'origine. Muriuki a affirmé que le ministère de la Santé avait alerté tous les comtés à haut risque pour qu'ils fassent preuve de vigilance, en particulier les comtés de l'ouest du Kenya, après la détection du poliovirus de type 2 dans le district ougandais de Mbale.

Japon Shigeru Ishiba officiellement élu Premier ministre

Shigeru Ishiba officiellement élu Premier ministre du Japon, hier, à l'issue d'un vote parlementaire. Le nouveau Premier ministre japonais devrait annoncer dans la foulée la composition de son gouvernement qui devra relever une série de défis économiques, politiques et internationaux. Ce vote au Parlement, où la coalition au pouvoir dispose d'une confortable majorité, n'était plus qu'une formalité après l'élection remportée vendredi par M. Ishiba pour prendre la tête du Parti libéral-démocrate (PLD, droite conservatrice).

24^e anniversaire de l'Intifada

Grève générale dans les territoires palestiniens de 1948

Les Palestiniens des territoires occupés de 1948 observent une grève générale, en réponse à l'appel du Comité supérieur de suivi des masses arabes, rapporte l'agence de presse Wafa. Une grève générale dans les territoires palestiniens de 1948 est observée, hier, pour commémorer le 24^e anniversaire de l'Intifada d'El Qods et d'Al Aqsa. Le Comité a appelé, selon cette source, «tous les membres de notre peuple à la réussite de la grève générale, en mémoire de la révolution d'El Qods et d'Al Aqsa, pour qu'elle soit une grève unie et durable et une position politique pacifique et fidèle à la mémoire des martyrs, face aux crimes de guerre et face au crime qui secoue notre société». Le Comité supérieur de suivi des masses arabes a également annoncé une visite des tombes des martyrs de la révolution d'El Qods et d'Al Aqsa,



rapporte encore Wafa. Pour rappel, l'Intifada d'Al Aqsa a éclaté le 1^{er} octobre 2000, en réponse à l'invasion par l'extrémiste sioniste Ariel Sharon de l'Esplanade de la

mosquée Al Aqsa, avec des centaines de soldats et de policiers de l'occupation. 13 civils palestiniens, des territoires occupés de 1948, sont tombés en martyr lors de cette Intifada.

FRANCE

De Napoléon à Emmanuel Macron : destitution, démissions et coups d'État

Aucun président de la République n'a été destitué dans l'histoire française. En revanche, de fortes tensions entre exécutif et législatif ont souvent conduit à la démission des chefs d'État, parfois à un basculement vers un régime autocratique.

Le mot destitution n'appartient pas réellement au vocabulaire de la vie politique française même si la Constitution de la Ve République permet cette procédure. Il appartient plus à la culture politique américaine sous le nom d'empêchement. Pourtant, les Insoumis ont entrepris les démarches parlementaires pour destituer le président Macron. Et en effet, depuis 2007, selon l'article 68 de la Constitution, le chef de l'État peut perdre sa fonction « en cas de manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat ». Auparavant, il ne pouvait être mis en accusation qu'en cas de haute trahison (versions de 1958 et 1993). Le terme de « haute-trahison » a disparu au profit de « manquement à ses devoirs », ce qui laisse aux acteurs de la vie politique et aux juristes toute l'amplitude de son interprétation. Emmanuel Macron a-t-il manqué à ses devoirs quand il n'a pas voulu nommer un premier ministre issu de son opposition de gauche, refusant ainsi d'admettre la victoire même étriquée de ce camp aux législatives de juillet dernier ? La question fait débat et notre histoire politique peut permettre de mieux comprendre les enjeux du bras de fer engagé entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif autour de la destitution/démission du chef de l'État.

Neuf présidents de la République ont démissionné

Aucun président de la République n'a été destitué par le Parlement dans notre histoire récente. En revanche, lorsque le bras de fer entre l'exécutif et le législatif se transforme en crise institutionnelle aiguë, on a déjà vu des chefs de l'État démissionner. Ces crises ont également donné lieu à des transitions vers des régimes autocratiques, comme lors du coup d'État de Napoléon 1799 ou celui de son neveu, Louis-Napoléon, en 1851. Dans un régime démocratique républicain, aller jusqu'au coup de force a tenté certains, sans qu'ils ne franchissent la limite de la légalité. C'est le cas du président Mac-Mahon lors de la crise du Seize-Mai 1877 : il dissout la chambre des députés, constitue un gouvernement de ministres conservateurs pour empêcher les républicains de revenir plus nombreux dans l'hémicycle, mais ne pense pas – ou s'il y pense – se refuse au coup de force militaire. Il reste à l'Élysée contre vents et marées malgré les appels des républicains à la démission. La dissolution du président Macron ravive ces cicatrices fort anciennes d'une présidence que les Français ont, depuis, oubliée. Le cas de Mac-Mahon est-il isolé ? Dans l'histoire élyséenne, neuf présidents n'ont pas été au bout de leur mandat et ont choisi de démis-



sionner : Adolphe Thiers en 1873, Mac-Mahon en 1879, Jules Grevy en 1887, Jean Casimir-Perier en 1895, Paul Deschanel en 1920, Alexandre Millerand en 1924, Albert Lebrun en 1940, René Coty en 1959 et Charles de Gaulle en 1969. Cette décision ultime est souvent l'aboutissement d'une crise politique aiguë (Thiers, Mac-Mahon, Grévy, Millerand, Lebrun, Coty), mais peut être aussi une décision pour des raisons personnelles (Casimir-Perier n'a pas apprécié la fonction, Deschanel est malade) voir la lassitude du pouvoir et l'échec aux référendums (de Gaulle). Mais à chaque moment, le décisionnaire veut que l'on retienne que la situation ne lui permettait plus de remplir ses fonctions convenablement ou de mener une politique que son opposition parlementaire refuse. Jamais le pouvoir législatif n'a donc obtenu la tête du président et pourtant, des démissions sont apparues comme une des-

titution officieuse.

Mai 1873-juin 2024, des crises semblables ?

Le macronisme a bousculé la répartition bipartite de la Cinquième République, marginalisant les extrêmes en dehors de l'arc républicain tout en voulant élargir aux modérés de la gauche et de la droite. Ce qui a fait son succès en 2017 ne peut plus empêcher, sept ans plus tard, la résistance de la gauche et de l'extrême droite avec un paysage politique fracturé en trois. En cela, Emmanuel Macron échoue, comme le président Adolphe Thiers en 1871-1873, à fédérer les forces politiques du « plus grand centre. » Adolphe Thiers est élu président de la République par les parlementaires le 31 août 1871, comme le veulent les institutions de la IIIe République. Le paradoxe de cette période de transition est que Thiers occupe une fonction qui n'est pas encore définie par un texte constitutionnel (les lois consti-

tionnelles sont votées en 1875). À l'époque, les débats entre le centre gauche et le centre-droit, que représente Thiers, portent non pas sur la nature parlementaire du régime républicain, mais sur les rapports entre l'exécutif et le législatif : faut-il établir un contre-pouvoir à celui des élus du peuple sans qu'il devienne l'instrument d'une ambition individuelle conduisant à l'autocratie ? Thiers se déclare pour que la « République soit conservatrice ou ne (soit) pas. » En fin tacticien, il veut attirer à lui les deux centres et rejeter les extrêmes à droite (les bonapartistes et les légitimistes favorables à un retour d'une monarchie ou d'un empire) et à gauche (les républicains radicaux favorables à un régime seulement parlementaire sans exécutif fort). Sans constitution, Thiers est chargé de négocier la paix avec l'ennemi allemand (la guerre franco-prussienne vient de se terminer) afin qu'il quitte le territoire. L'Assemblée, élue en février 1871, est majoritairement monarchiste :

elle veut tout faire pour éviter l'installation d'un régime républicain. C'est dans un climat tendu que les relations entre Thiers et l'Assemblée nationale se dégradent au printemps 1873. La « constitution Broglie », du nom du chef de file de l'opposition conservatrice, prévoit une série de contre-pouvoirs à ceux du président Thiers comme, par exemple, l'empêcher de s'exprimer dans l'hémicycle sauf selon un cérémonial que le président qualifie de « chinois ». Thiers ne peut plus s'exprimer directement devant les députés et doit passer par ses ministres qui lisent ses messages : c'est une humiliation. Une crise politique s'ouvre alors : le 24 mai, le duc de Broglie prend la tête de la fronde monarchiste, et Thiers, désavoué, renonce à présider. Même si la décision lui appartient, le président Thiers a été poussé vers la sortie et le vote parlementaire s'apparenterait à une sorte de destitution. Les manœuvres des conservateurs ont eu raison du premier président de la IIIe République. Ce régime, par définition parlementaire, est établi dans le cadre d'un équilibre entre le législatif et de l'exécutif qui a en main la possibilité de dissoudre l'assemblée des députés. Mais les crises politiques du début du régime républicain ont conduit à ne plus chercher cet équilibre au profit d'une vraie vie parlementaire, pourtant chaotique et facteur d'instabilité gouvernementale.

Un président qui dépasse ses fonctions ?

La constitution de la Cinquième est établie pour mettre un terme au « régime des partis », dénoncé par le Général de Gaulle. Les pouvoirs étendus du président en font la clé de voûte d'institutions stables dans lesquelles il apparaît comme l'arbitre suprême du jeu politique. La position actuelle du président Macron brouille cette définition initiale des pouvoirs du chef de l'État qui joue désormais le jeu parlementaire des alliances partisans, comme le faisait Thiers en 1873. Il fait perdre à sa fonction sa position arbitrale, ne garantissant plus la stabilité des institutions. Si le choix du premier ministre lui incombe, il n'est pas obligé d'appeler à des alliances permettant d'éviter au chef du gouvernement une motion de censure à la moindre occasion. Il place dangereusement la responsabilité de la stabilité parlementaire dans ses mains : certains députés, considérant qu'il ne respecte pas la stricte séparation des pouvoirs, qu'il abîme la stabilité des institutions et qu'il réalise un déni de démocratie, demandent sa destitution. En l'état actuel des forces politiques, cette destitution n'a à peu près aucune chance d'aboutir. En revanche, en cas de censure du gouvernement Barnier avant l'année permettant une nouvelle dissolution de l'Assemblée nationale, une démission d'Emmanuel Macron est loin d'être improbable.

Dans le dur au sein de son club d'Al-Ahli

Mahrez sera-t-il convoqué contre le Togo ?



Le capitaine de la sélection algérienne Riyad Mahrez, qui est aussi un élément clé dans les rangs du club saoudien d'Al-Ahli de Djeddah, traverse une période difficile en ce début de saison 2024-2025, en raison de la sensible baisse de son niveau, notamment sur le plan physique.

Depuis son arrivée au Al-Ahli, lors de l'été 2023, les copies rendues par Mahrez, sont souvent critiquées, et qualifiées de modestes, contrastant totalement avec ses brillantes performances lors des saisons passées, notamment lors de la Coupe d'Afrique des Nations 2019, où il a mené les « Verts » vers le titre, ainsi que dans les stades européens avec ses anciennes formations anglaises, Leicester City et Manchester City. Face à ces critiques devenues habituelles à l'encontre du joueur de 33 ans en Arabie saoudite, notamment de la part d'anciens joueurs et supporters d'Al-Ahli, et à l'approche du prochain stage de l'équipe nationale, que Mahrez a retrouvée en septembre dernier après une absence qui a duré sept mois, l'ailier algérien s'efforce de rechercher des solutions qui lui permettent de retrouver son éclat habituel dans un futur proche. Face à son déclin actuel, des médias locaux et

français rapportent que Riyad Mahrez envisage un nouveau plan pour retrouver la plénitude de ses moyens, qui consiste à recourir à un préparateur physique spécial pour l'aider à s'améliorer dans ce registre.

Cette démarche pourrait être une solution efficace pour l'aider à retrouver rapidement sa forme physique habituelle, lui redonnant l'énergie et l'enthousiasme qui ont fait de lui un leader indispensable sur le terrain, notamment avec l'équipe nationale algérienne. Et bien que Mahrez n'ait pas été totalement mauvais dans certains de ses récents matches, notamment lors des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations 2025, mais force est de constater qu'il n'est plus régulier dans ses prestations, comme ce fut le cas lors de l'avant-précédente rencontre des Verts face à la Guinée équatoriale à Oran, lorsqu'il a eu deux visages au cours des deux mi-temps de la partie, l'un très modeste en première période pendant laquelle il a même raté un penalty.

En revanche, il a su compenser en seconde période en contribuant au premier but, avant de déclarer forfait pour le match suivant au Libéria en raison d'une blessure, mais son retour à la compétition dans le championnat saoudien n'était pas du tout réussi.

Certains estiment que le passage de Riyad Mahrez du rythme intense de la Premier League anglaise vers le championnat saoudien pourrait être l'une des raisons de la baisse de son niveau, car le problème ne se limite pas seulement à la star algérienne, mais

aussi à d'autres vedettes qui ont choisi de tenter l'expérience du côté de la Péninsule arabe à l'image de Karim Benzema, qui a fait l'objet de nombreuses critiques la saison dernière de la part des supporters de son club l'Ittihad Djeddah.

À l'approche de rendez-vous importants de la sélection nationale, en tête la double confrontation face au Togo (10 et 13 octobre) dans le cadre de la troisième et la quatrième journée des éliminatoires de la CAN-2025, Mahrez est conscient qu'il lui faut de toute urgence retrouver son niveau habituel pour conserver sa place de leader au sein de l'effectif des Verts. Certains s'interrogent même s'il sera convoqué par Petkovic, au moment où d'autres jeunes joueurs évoluant dans son poste respirent actuellement la forme, à l'image de Bachir Belloumi (Hull City/Angleterre) et Badreddine Bouanani (OGC Nice/France), pour ne citer que ces deux-là. Comme quoi, il est temps pour Mahrez de leur passer le témoin.

La liste de Petkovic ce jeudi

La liste des joueurs sélectionnés pour la double confrontation face au Togo sera être communiquée ce jeudi 3 octobre lors d'une conférence de presse animée par Vladimir Petkovic à 11h (DZ).

En effet, la Fédération Algérienne de Football annonce dans un communiqué, que le sélectionneur national animera une conférence de presse ce jeudi à 11h (DZ) à la salle des Conférences « Mohamed Sellah » du stade Nelson Mandela de Baraki.

Blessé à une cuisse avec Al-Sadd SC

Atal incertain face au Togo

Le défenseur international algérien d'Al-Sadd SC (Div.1 qatarie de football) Youcef Atal, a contracté une blessure à la cuisse droite, lors de la réception des Iraniens d'Esteghlal FC (2-0) lundi soir à Doha, pour le compte de la 2e journée de la Ligue des champions d'Asie.

Titularisé par l'entraîneur espagnol Félix Sanchez Bas, Atal s'est arrêté subitement au moment d'une accélération, tout en tenant sa cuisse droite. Il a cédé sa place au bout de 24 minutes de jeu.

Non épargné par les blessures depuis le début de sa carrière professionnelle, le latéral droit algérien est incertain pour la double confrontation face au Togo, les 10 et 14 octobre, comptant pour les 3e et 4e journées (Gr.E) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2024. Atal avait pris part avec la sélection algérienne aux deux premières journées des qualifications de la CAN-2025, disputées en septembre courant : à domicile face à la Guinée-équatoriale (2-0) et en déplacement face au Libéria (3-0).

Atal (28 ans) a rejoint le club qatari durant l'intersaison pour un contrat de deux saisons, en provenance de la formation turque d'Adana Demirspor, avec laquelle il a évolué lors de la seconde partie du précédent exercice 2023-2024.

Avant d'atterrir en Turquie, l'ancien sociétaire du Paradou AC a passé 5 saisons et demie avec Nice, pour un bilan de 115 matches disputés et 12 buts inscrits.



Tournoi UNAF

Le programme des U17 et U20 connu



Le tirage au sort du tournoi qualificatif à la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations pour les sélections U17 et U20 a eu lieu ce matin au siège de l'Union Nord Africaine de Football.

L'Equipe Nationale U17 participera au tournoi UNAF du 09 au 24 novembre prochain au Maroc. Les Verts seront opposés à la Tunisie le 11 novembre, ensuite ils affronteront l'Egypte le 14 novembre. Le troisième match aura lieu le 17 novembre face à Libye avant d'affronter le Maroc le 23 novembre.

Le tournoi U20 quant à lui aura lieu en Egypte du 12 au 27 novembre 2024. Les Verts seront opposés à l'Egypte le 17 novembre et joueront contre le Maroc le 20 novembre. L'Algérie affrontera ensuite la Tunisie le 23 novembre et la Libye le 26 novembre prochain.

Pour rappel, ce tournoi est qualificatif à la Coupe d'Afrique des Nations.

Ligue régionale de Saïda

46 clubs ont déposé leurs dossiers d'engagement



Quarante-six (46) sur quarante-huit (48) clubs affiliés à la Ligue régionale de football de Saïda ont achevé les procédures administratives d'usage, en déposant leurs dossiers d'engagement pour participer aux championnats relevant de cette instance, au titre du nouvel exercice 2024-2025, a-t-on appris, mardi, auprès de cette dernière.

Les deux seules formations n'ayant pas effectué cette opération sont le CC Sig (Mascara) et le WB Faidja (Tiaret), alors que les délais y afférents initialement fixés ont expiré, le 30 septembre 2024, précise-t-on de même source.

Cependant, et au bonheur des deux clubs retardataires, la Fédération algérienne de football (FAF) a décidé de prolonger jusqu'au 12 octobre en cours les délais en question, leur accordant une nouvelle chance pour éviter un éventuel forfait, souligne-t-on encore.

La Ligue régionale de Saïda a, néanmoins, averti que "passés les nouveaux délais, les deux clubs concernés seront tout simplement remplacés par deux autres dans leurs championnats respectifs (Régional 1 et Régional 2)".

UNE PREMIÈRE CHEZ UN PAYS DU G7

Le Royaume-Uni ferme sa dernière centrale à charbon

La dernière centrale au charbon du Royaume-Uni doit officiellement fermer ses portes lundi, mettant un terme à l'utilisation de ce combustible dans sa production d'électricité, une première pour un membre du G7.

La fermeture de la dernière centrale au charbon du Royaume-Uni, inaugurée en 1967, est une étape symbolique dans l'ambition de Londres de décarboner totalement son électricité d'ici 2030, puis d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Le Royaume-Uni devient ainsi le premier pays du G7 à se passer du combustible : l'Italie s'est fixé 2025, la France 2027, le Canada 2030, l'Allemagne 2038. Le Japon et les États-Unis n'ont pas de date précise. Cette fermeture "marque la fin d'une ère" mais ouvre aussi "un nouvel âge" qui favorisera la création de nouveaux emplois dans le secteur de l'énergie, promet dans un communiqué le gouvernement britannique, qui a lancé cet été un plan sur les énergies vertes. La centrale, située à Ratcliffe-on-Soar, entre Derby et Nottingham, au cœur de l'Angleterre, doit être totalement démantelée "d'ici la fin de la décennie", selon l'énergéticien allemand Uniper, son propriétaire, avant la création sur place d'un "pôle de technologie et d'énergie sans carbone". Le charbon a largement contribué à l'essor économique du Royaume-Uni à partir du XIXe siècle et jusqu'aux années 1990. Cette énergie extrêmement polluante représentait encore près de 70 % de son électricité dans les années 1980 avant une baisse spectaculaire : 38% en 2013, 5% en 2018 et 1 % l'an passé. Pour s'en défaire, les Britanniques ont compensé avec le gaz naturel, une énergie fossile présentée comme moins polluante et qui est utilisée en 2023

pour la production d'un tiers de l'électricité. Un quart revient à l'éolien, une proportion notable. Le nucléaire est à environ 13 %.

"La place du charbon est dans les livres d'histoire"

Ce changement s'explique notamment par une politique volontariste, avec des réglementations strictes à partir des années 1990 en raison de la pollution et par la fin de l'économie manufacturière, qui a réduit l'importance du charbon. "La place (du charbon) est désormais dans les livres d'histoire", se félicite Tony Bosworth, de l'ONG Friends of the Earth : La priorité est désormais de s'éloigner du gaz en développant aussi rapidement que possible l'énorme potentiel du Royaume-Uni en matière d'énergies renouvelables. "La Grande-Bretagne a donné un exemple que le reste du monde doit suivre", souligne de son côté Doug Parr, de Greenpeace UK. Dans le cadre de son plan sur les énergies vertes, Londres entend notamment créer une entreprise publique, Great British Energy, basée à Aberdeen, dans l'est de l'Écosse, pour investir dans les éoliennes flottantes, l'énergie marémotrice ou le nucléaire. Dans cette même optique, le gouvernement britannique a récemment nationalisé pour 630 millions de livres (746 millions d'euros) l'opérateur du réseau électrique britannique ESO, chargé de réguler l'équilibre entre l'offre et la demande d'électricité, afin d'y connecter plus efficacement "les nouveaux projets de production" durables. Les huit cheminées grises de la



centrale de Ratcliffe-on-Soar, qui emploie 350 personnes, ne furent plus que par intermittence, notamment en cas de coups de chaud ou de coups de froid. Capable d'alimenter en électricité deux millions de foyers, la centrale a reçu au début de l'été une ultime cargaison de charbon, 1 650 tonnes, de quoi alimenter 500 000 foyers pendant huit heures. La première centrale au charbon du monde, créée par Thomas Edison, avait ouvert en plein cœur de Londres en 1882.

EN RAISON DE LA FONTE DES GLACES La Suisse et l'Italie contraintes de déplacer leur frontière alpine

Vendredi 27 septembre, la Suisse a officiellement approuvé un traité visant à redessiner une partie de sa frontière alpine avec l'Italie. Une modification provoquée par la fonte des glaces dans la région du Cervin, l'une des montagnes les plus populaires des Alpes. Situé entre la Suisse et l'Italie, le Cervin est l'une des montagnes les plus hautes des Alpes. La Suisse et l'Italie ont été contraintes de modifier leur frontière sous le sommet de cette emblématique montagne en raison de la fonte des glaces provoquée par le réchauffement climatique, rapporte Bloomberg. Les glaciers qui avaient permis de marquer la frontière entre la Suisse et l'Italie évoluent à mesure que la fonte des glaces prend de l'ampleur. Si bien que l'Italie et la Suisse ont dû redessiner leur frontière sous le Cervin, montagne située entre la région de Zermatt en Suisse et la vallée d'Aoste en Italie. "Des sections importantes de la frontière sont définies par les lignes de partage des eaux ou de crête des glaciers, du névé ou des neiges éternelles", a expliqué le gouvernement suisse dans un communiqué. "Ces formations changent en raison de la fonte des glaciers. Il aura fallu plusieurs années pour que les deux pays se mettent d'accord sur les conditions précises de cette nouvelle frontière. Ces changements ont ensuite été validés par une commission mixte italo-suisse en mai 2023. La Suisse a officiellement approuvé le traité ce vendredi 27 septembre mais l'Italie doit encore le signer, précise The Guardian. La station de ski de Zermatt, très appréciée des amateurs de sports d'hiver, devrait être concernée par ces changements. La Suisse et l'Italie ont en effet convenu de modifier la frontière autour des sites touristiques de Testa Grigia, Plateau Rosa, Rifugio Carrel et



Gobba di Rollin en fonction de leurs intérêts économiques, précise Bloomberg. L'Europe est le plus rapidement dans le monde. En 2022, des glaciers de la région des Alpes ont perdu 6 % de leur volume : il s'agit de la plus forte baisse annuelle jamais enregistrée selon l'Académie suisse des sciences naturelles. Ce chiffre s'élevait à 4 % en 2023, réduisant ainsi le volume des glaciers suisses de 10 % au total en seulement deux ans. Par ailleurs, selon une étude publiée dans la revue de l'Union européenne des géosciences, relayée par Bloomberg, les glaciers perdront la moitié de leur glace d'ici 2050, et ce même si la planète se réchauffe de moins de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels. Selon des experts italiens, le glacier de la Marmolada – le plus grand des Dolomites italiennes – pourrait, lui, fondre complètement d'ici 2040 en raison de la hausse des températures provoquée par le changement climatique. En juillet 2022, un bloc de glace s'était détaché du glacier, faisant onze morts.

AU QUÉBEC

Les luttes environnementales font partie du paysage protestataire

Il y a cinq ans, le 27 septembre 2019 à Montréal, près d'un demi-million de personnes ont manifesté en faveur du climat. Cette « manifestation monstre » aurait pu marquer un tournant dans la lutte au changement climatique si la pandémie n'avait pas stoppé net cet élan de la société civile. Au-delà des grands rassemblements, les manifestations en faveur de l'environnement sont bien présentes, soutenues dans le temps et concernent une pluralité de personnes. Les enjeux environnementaux alimentent fortement l'activité protestataire au Québec. Des manifestants prennent part à la marche pour le climat, le 27 septembre 2019, à Montréal, qui a rassemblé un demi-million de personnes. La Presse Canadienne/Paul Chiasson Entre le 1er janvier 2023 et le 30 juin 2024, Eva Rayneau, candidate à la maîtrise en science politique, et moi, spécialiste des mouvements sociaux et de l'action collective, avons recensé au Québec une cinquantaine d'événements protestataires liés à la protection de l'environnement. Cela a été fait à partir d'une base de données médiatiques construite sur l'ensemble du territoire. Ces événements repré-



sentent un peu plus de 11 % de l'ensemble de l'activité protestataire de la province (en excluant les événements liés aux grèves dont celles dans la fonction publique, qui ont marqué l'automne 2023). Les luttes en faveur de l'environnement sont très imbriquées entre les mobilisations nationales et les enjeux locaux. Au plan national, quatre grands moments se distinguent : le Jour de la Terre les 22 avril 2023 et 2024, la semaine de la rage cli-

matique du 25 au 29 septembre 2023, la campagne « Inégalités et climat déréglé, c'est assez ! » du 20 au 24 février 2023, et la fête des Mères le 12 Mai 2024. À l'échelle canadienne, une manifestation s'est tenue le 6 avril 2024 contre les investissements de la Banque Royale du Canada (RBC) dans les énergies fossiles. Celle-ci a eu lieu dans le cadre d'une série de manifestations, issue du mouvement pan-canadien Lead Now.



Les huiles végétales les plus efficaces pour accélérer la pousse des cheveux

Outre leurs vertus exceptionnelles pour soigner certaines problématiques de peau, les huiles végétales sont aussi beaucoup sollicitées pour leurs bienfaits capillaires, notamment concernant la croissance des cheveux. Voici les meilleures huiles végétales pour favoriser la pousse de cheveux.

Compléments alimentaires, sérums capillaires, shampoings accélérateur de pousse... Ça se bouscule au rayon des produits capillaires pensés pour faire pousser les cheveux. À cette offre pléthorique s'ajoutent aussi les huiles végétales. Mais pas n'importe lesquelles. Voici les plus efficaces pour faire pousser notre chevelure et soigner nos longueurs abîmées. Les huiles végétales sont de parfaites alliées pour les cheveux. Elles sont naturelles, donc pas de risque en termes de composition toxique pour le cuir chevelu. Aussi, elles permettent de créer un cocktail parfait lorsque certaines d'entre elles sont mélangées ensemble pour réparer, fortifier, stimuler le cuir chevelu et la fibre capillaire. On les choisit toujours pressées à froid - le mode d'extraction le plus efficace pour préserver toutes les propriétés et bienfaits de l'huile - et de préférence issues de l'agriculture biologique.

Comment utiliser une huile végétale pour stimuler la pousse de cheveux ?
Côté application, les huiles végétales pour favoriser la pousse des cheveux s'appliquent toujours sur cheveux secs, davantage sur le cuir chevelu que sur les longueurs, car c'est le "terreau" de nos cheveux. Il faut laisser poser les huiles végétales pendant 30 minutes à



2 heures, voire toute une nuit, et laver la chevelure en réalisant un à deux shampoings afin de s'assurer qu'aucun résidu d'huile ne reste sur les cheveux. Le must : exfolier le cuir chevelu pour empêcher les huiles végétales de boucher les pores de la peau. À renouveler une fois par semaine pour observer des résultats après plusieurs mois (oui, c'est long).
L'huile de ricin, l'allié de la pousse

des cheveux
Dans la famille des huiles végétales incontournables pour stimuler la pousse des cheveux, on demande l'huile de ricin. Issue des graines d'une euphorbiacée appelée Ricinus communis, c'est une huile fortifiante d'exception. Assez épaisse, elle se mélange volontiers avec un huile plus légère comme l'huile de jojoba ou d'avocat.
L'huile de jojoba, trésor inégalé pour

des cheveux forts et longs
L'huile de jojoba fait partie de ces huiles aussi efficaces pour la peau que les cheveux. Cette huile végétale extraite des graines de la plante est riche en vitamines et minéraux essentiels pour la chevelure. Sa structure lipidique semblable à celle de nos cheveux en fait un hydratant capillaire d'exception et ses propriétés antifongiques et antibactériennes font de cette huile un assainis-

sant puissant pour le cuir chevelu. Avec elle, on nourrit nos longueurs, on accélère la pousse, on booste la brillance, on prévient les frisottis et on dit adieu aux pellicules. Que demander de plus ?

L'huile de bourrache pour une chevelure longue et brillante
Également connue sous le nom scientifique Borago officinalis, l'huile de bourrache est une huile végétale obtenue à partir des graines de la plante de bourrache. Elle possède une teneur élevée en acides gras essentiels, tels que l'acide gamma-linolénique (AGL), un oméga 6 qui la rend parfaite pour nourrir profondément les longueurs. Au-delà de ses propriétés nutritives, elle favorise la pousse, redonne vie aux cheveux ternes et abîmés et apporte force et brillance.
L'huile de moutarde pour booster la pousse des cheveux

Si son odeur piquante peut en repousser plus d'un.e, l'huile de moutarde fait pourtant partie des huiles végétales les plus efficaces pour la pousse des cheveux. Composée d'acide érucique, d'oméga 6 et 9, elle stimule activement la circulation sanguine au niveau du cuir chevelu.

Mais ce n'est pas tout. En véritable alliée des chevelures en manque de nutrition, elle gaine, fortifie et adoucit la fibre.

Considérées comme sûrs Les AirFryer peuvent-ils s'avérer dangereux ?

Les AirFryer sont généralement considérées comme sûrs lorsqu'ils sont correctement utilisés. Comme pour tout appareil de cuisine, ils présentent néanmoins certains risques : Il existe évidemment un risque de brûlures si vous touchez les surfaces chaudes de l'AirFryer pendant qu'elle fonctionne, ou dans les minutes qui suivent la fin de la cuisson. Une friteuse sans huile peut surchauffer si elle est utilisée à mauvais escient, pendant de longues périodes, ou que les événements de ventilation sont obstrués. Cela peut endommager l'appareil, mais aussi entraîner un incendie. Si l'AirFryer n'est pas utilisé correctement, ou placé trop près de matériaux inflammables, il peut aussi être responsable d'un début incendie. D'où l'importance de toujours suivre les instructions du fabricant et de ne jamais laisser l'appareil sans surveillance lorsqu'il est en marche ! Vous l'aurez compris, les AirFryer nécessitent tout de même une petite quantité d'huile. Il est donc important de manipuler cette huile avec précaution et de ne pas surcharger l'appareil pour éviter les éclaboussures. Enfin, si vous cuisinez différents types d'aliments dans votre AirFryer sans le nettoyer correctement entre chaque utilisation, il existe un risque de contamination croisée entre certains aliments



Pour prévenir les calculs biliaires Quels aliments privilégier ?



Pour éviter la formation de calculs biliaires, il faut prendre soin de son foie, précise Marie Behar. Pour cela, privilégiez une alimentation saine et équilibrée, riche en fruits et légumes frais : Consommez des aliments

riches en fibres alimentaires tels que des fruits (pruneaux, figes, framboises, etc.), des légumes frais verts (artichauts, choux, aubergines, panais, etc.), des légumineuses (lentilles, pois chiches, haricots rouges, etc.) et des céréales complètes (avoine, quinoa, orge, etc.) qui favorisent une digestion saine et contribuent à réduire le taux de cholestérol dans la bile. Optez plutôt pour des sources de protéines maigres, comme le poulet sans peau, le poisson, les produits laitiers faibles en gras et les sources végétales de protéines. Préférez les graisses saines que l'on retrouve dans les avocats, les oléagineux, les graines, les poissons gras (harengs, maquereaux, sardines, etc.), les huiles végétales (comme l'huile d'olive et l'huile de colza). N'hésitez pas à ajouter des aromates ou des épices comme le basilic, l'estragon, la ciboulette, le fenouil, le romarin, le thym, le curry, le curcuma, la cardamome, ou encore le cumin. Enfin, selon

certaines études, le magnésium pourrait prévenir les risques de calculs biliaires à long terme. Privilégiez les légumes à feuilles vertes, les graines de citrouille et de tournesol, les amandes, les noix de cajou, les bananes, etc. Vous l'aurez compris, pour prévenir les calculs biliaires, sur le long terme, mieux vaut éviter certains aliments qui risquent d'augmenter la concentration de cholestérol dans la bile, favorisant la formation de calculs biliaires... Les aliments riches en graisses saturées présentes dans les viandes grasses, les produits laitiers riches en matières grasses (dont les fromages) et les aliments frits. Les aliments riches en sucres ajoutés, comme les boissons sucrées, les desserts, les confiseries et les produits de boulangerie. Les aliments transformés ou ultra-transformés, comme les snacks industriels ou les plats préparés sont souvent riches en graisses saturées, en sucres ajoutés et en additifs.

Les aliments riches en sel, susceptibles d'entraîner une rétention d'eau et d'augmenter le risque de formation de calculs biliaires. Les produits céréaliers raffinés (comme le pain blanc, les pâtes blanches, le riz blanc, etc.), qui peuvent provoquer des fluctuations rapides de la glycémie et contribuer à des problèmes métaboliques. Les aliments épicés, les sauces piquantes et les condiments forts, susceptibles d'irriter la vésicule biliaire et d'aggraver les symptômes. Bon à savoir : inutile d'éviter totalement les aliments riches en cholestérol (tels que les œufs, les abats, les crustacés et les viandes grasses). "Lorsque l'on a trop de cholestérol, ce n'est pas parce qu'on en mange trop, c'est parce que notre foie en fabrique trop, insiste Marie Behar. En optant plutôt pour une alimentation riche en fruits, en légumes, en céréales complètes, en protéines maigres et en graisses saines, vous mettez toutes les chances de votre côté pour limiter sa fabrication et la formation de calculs biliaires », assure-t-elle. Et d'ajouter : « évitez les repas trop lourds et privilégiez les repas légers et fragmentés ».

LE MEDIATEUR MAGHREBIN
Quotidien National d'information
www.lemediateurmaghrebain.dz
Quotidien national d'information
édité par sarl dihia lilialam

Directeur de publication
Mesbah Hafid
Directeur Administratif
Chabane Nassim
Rédacteur en Chef
Keddouh Mohand Seghir
Directeur technique
Hamadi Lyes

Adresse Email:
lilialamsarldihia@gmail.com
Adresse:
N°72 oued tarfa 1^{er}
étage lot N°20 draria Alger
Nombre de tirage :
2000

PUBLICITÉ
" Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de communication, d'Édition et de Publicité "
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.
Téléphone: 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77
Email : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression Simpral
Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.
Reproduction interdite de tous les articles sauf accord de la rédaction.



Alger	28°	21°
Oran	31°	23°
Annaba	28°	20°

HORAIRES DE PRIÈRES À ALGER

Fajr	05:11
Sunrise	06:44
Dhuhr	12:37
Asr	15:57
Maghrib	18:29
Isha	19:52



APPROVISIONNEMENT ET RÉGULATION DES MARCHÉS Zitouni reçoit le Secrétaire général de l'UGCAA

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations Tayeb Zitouni a reçu le Secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Issam Bedrissi, avec qui il a passé en revue les dossiers relatifs à l'approvisionnement et la régulation du marché, indique un communiqué du ministère.

Tenue lundi dernier au siège du ministère, cette rencontre s'inscrit dans le cadre de l'approche participative adoptée par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations avec les différents partenaires socio-professionnels, selon le communiqué. Outre l'approvisionnement du marché, la réunion a été également consacrée aux préparatifs en cours pour le mois de Ramadan afin d'assurer la disponibilité des produits de large consommation à des prix abordables dans l'objectif de

prévenir les pénuries sur les marchés". A ce propos, le ministre a ordonné "la mise en place de workshops spécialisés en collaboration avec l'UGCAA, à l'effet de concrétiser les décisions et orientations du président de la République, visant le renforcement de la sécurité alimentaire et la régulation du marché, notamment durant les périodes exceptionnelles tel que le Ramadhan". Il a, en outre, insisté sur "la mise en œuvre efficace de ces instructions en prenant les mesures nécessaires à même d'assurer la disponibilité des produits de base à des prix raisonnables et de soutenir la production nationale", ajoute le communiqué. Aussi, M. Zitouni a souligné l'importance d'une coordination permanente entre le ministère et l'Union pour la distribution des produits de base et le contrôle de leur prix dans l'objectif de garantir la stabilité du marché et de protéger, ainsi, le pouvoir d'achat du citoyen. Le SG de l'UGCAA, de son côté, rappelé le rôle de



l'Union qui "œuvre constamment à conscientiser les commerçants et les artisans sur le respect impératif des lois et réglementations pour contribuer à la stabilisation du marché au profit de l'intérêt général", note le communiqué.

RISQUES LIÉS À LA SAISON HIVERNALE La Protection civile lance une campagne de sensibilisation

La direction générale de la Protection civile (DGPC) a lancé, hier, une campagne nationale de prévention et de sensibilisation sur les risques liés à la saison hivernale, sous le slogan "Se chauffer en toute sécurité, un hiver sans accidents", indique un communiqué de la DGPC. Plusieurs activités sont programmées lors de cette campagne lancée mardi depuis la wilaya de Tiaret, dont l'organisation de Journées de portes ouvertes, des caravanes locales qui silloneront les différents sites urbains alimentaires récemment en gaz naturel, le contrôle et la vérification des dispositifs de chauffage et les conduites, ainsi que le renforcement des actions de sensibilisations dans les établissements d'enseignement des différents cycles, les mosquées, les centres de formation professionnel et les universités. La campagne comprend également l'organisation d'émissions radiophoniques et télévisées, ainsi que la diffusion des spots de sensibilisation notamment dans les réseaux sociaux, ajoute le communiqué. A travers sa stratégie, la Protection civile compte inclure une "culture préventive" au profit des citoyens par "la mise en application d'un programme de sensibilisation et de prévention variées", en coordination notamment avec les Directions de santé, de commerce, d'éducation nationale et des Affaires religieuses, ainsi que les universités, Naftal, Sonelgaz, et les acteurs de la société civile ainsi que l'Organisation algérienne de protection et d'orientation des consommateurs et de son environnement (APOCE).

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة الثقافة والفنون
برعاية السيدة وزيرة الثقافة والفنون الدكتورة صورية مولوجي
تنظيم محافظة المهرجان الدولي للشريط المرسوم الجزائر

16 الطبعة
H!BDA
"قصص جزائرية"
من 1 إلى 3 أكتوبر بجزيرة رياض الفتح

LE MÉDIATEUR MAGHREBIN 02 - 10 - 2024 ANEP : 0173

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة الشؤون الدينية والأوقاف
تتظفر وزارة الشؤون الدينية والأوقاف

تحت الرعاية السامية لرئيس الجمهورية السيد عبد المجيد تبون

الأسبوع الوطني
للقراء الكريمة
26 أكتوبر

يتضمن
الملتقى العلمي بعنوان:
منهج القرآن الكريم
في أخلاق الحياة العامة
والتجويد والتفسير

26, 27, 28 ربيع الأول 1446 هـ الموافق 30 سبتمبر 02.01 أكتوبر 2024 م بولاية تلمسان

LE MÉDIATEUR MAGHREBIN 02 - 10 - 2024 ANEP : 0095